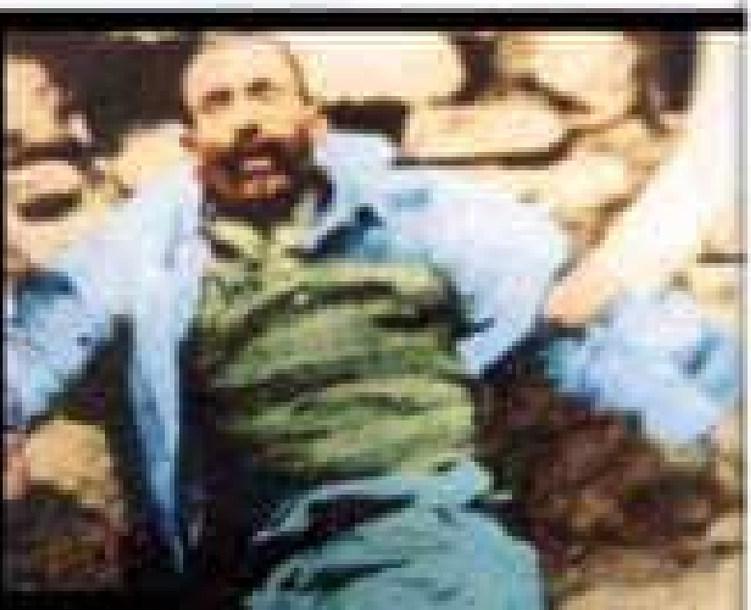
PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

Supplément EL DJAZAIR.COM

Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr



AHMED OUMERI

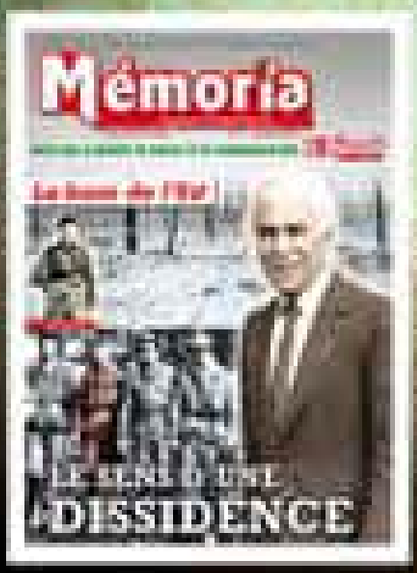
Les bandits D'HONNEUR

d'Algérie

Mémoria

Supplément ELWATAN.COM

PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE



Mémoria,
au cœur de l'histoire de l'Algérie

www.memoria.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

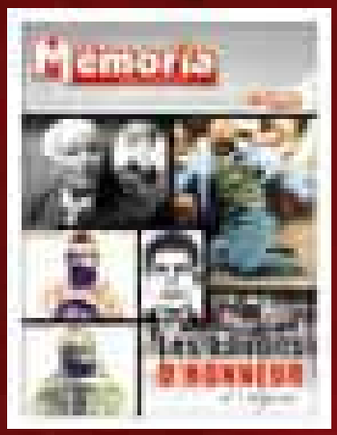
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz



Supplément
N°48 - Août 2016

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrices
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA

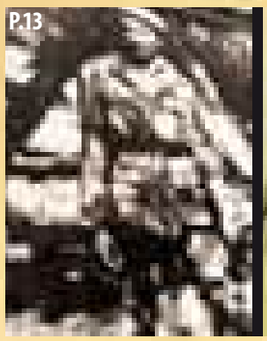
Rédaction
Adel FATHI
Dr Boualem TOUARIGT
Dr Boudjemaâ HAICHOUR
Leila BOUKLI
Hassina AMROUNI
Zoubir KHÉLAIFIA

Direction Artistique
Halim BOUZID
Salim KASMI

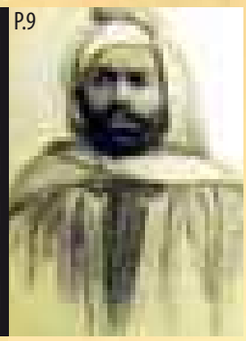
Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (21) 360 915
Fax : + 213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

LES BANDITS D'HONNEUR



AHMED GADDA



AREZKI L'BACHIR

LES BANDITS D'HONNEUR D'ALGÉRIE

P.07 Histoire
LES BANDITS D'HONNEUR D'ALGÉRIE

GUERRE DE LIBÉRATION

P.15 Histoire
20 Août 1955
RELECTURE DES ÉVÈNEMENTS ET DE LA PERSONNE DE ZIGHOUD YOUCEF

P.19 Histoire
20 Août 1956
LA VIOLENCE POUR ATTEINDRE DES OBJECTIFS POLITIQUES

P.23 Histoire
25 Août 1958
L'OUVERTURE D'UN AUTRE FRONT SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

P.29 Histoire
«Opération Oiseau Bleu »
LA GRANDE LEÇON DES CONTRE-MAQUIS

P.33 Histoire
L'ART DE LA CONTRE-INTOXICATION

P.37 Histoire
LA MÉSAVENTURE DU CAPITAINE HENTIC

P.41 Histoire
«Opération Oiseau Bleu »,
VUE PAR LES ETHNOLOGUES

AHMED OUMERI

MESSAOUD BENZELMAT

ALI HAROUNE

KRIM BELKACEM

SAID YAZOURENE

TAHAR HACHICHE

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie
Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazair.com
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

ZIGHOUD YOUCEF

ABANE RAMDANE

P.45 Histoire
«Opération Oiseau Bleu »
L'ANALYSE D'UN EX-OFFICIER DE LA WILAYA III

P.49 Histoire
Ali Bibimoune dit « Ali Bezouiche »
FIDAI À 14 ANS, LAISSÉ POUR MORT À 17 ANS

P.55 Histoire
6 septembre 1960
LE MANIFESTE DES 121 DÉNONCE UN COMBAT « CRIMINEL »

P.63 Histoire
Tayeb Zitouni, Ministre des moudjahidines
« LE LEGS CULTUREL, REPÈRE POUR LES GÉNÉRATIONS »

ALI BIBIMOUNE

JEAN PAUL SARTRE

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.81 KSAR EL BOUKHARI, LA CITÉ REBELLE

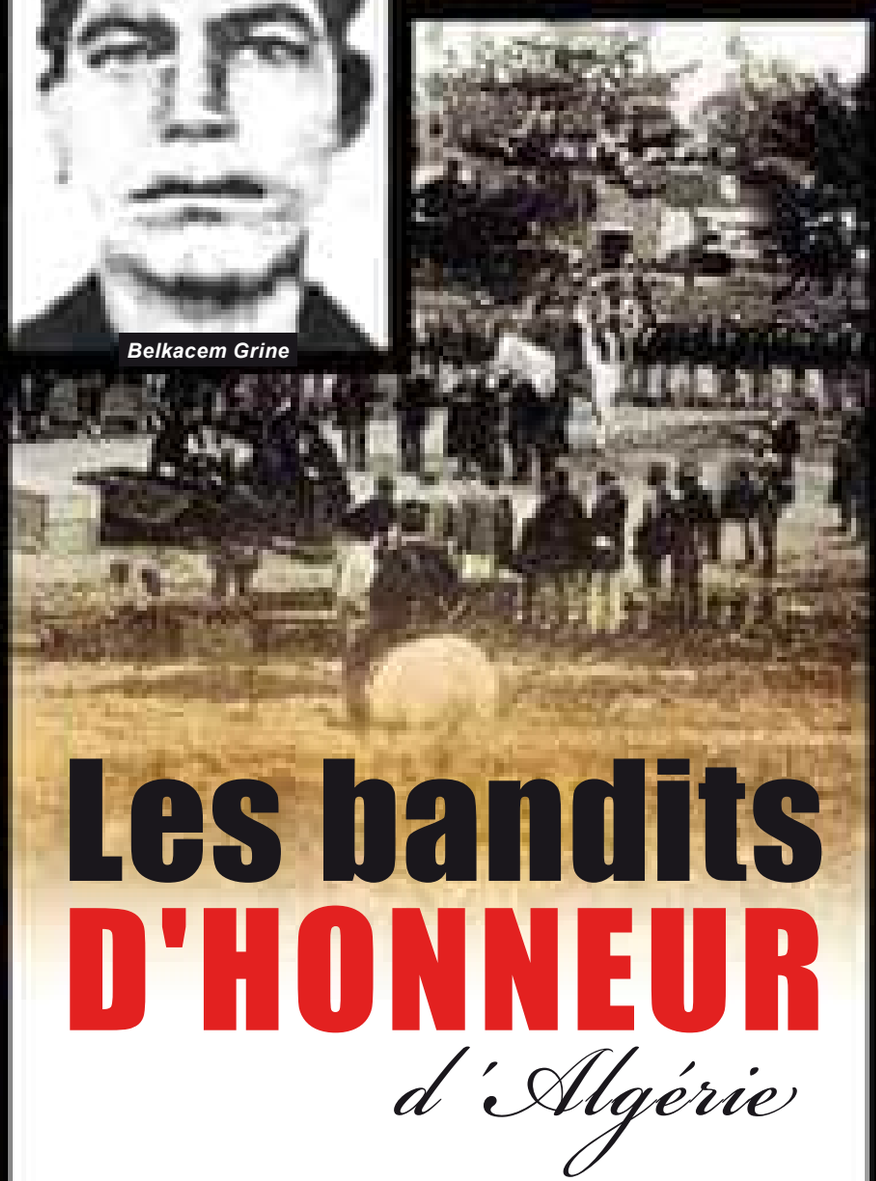
ANEP- 428704

Ahmed Gadda

Messaoud Benzelmat

Belkacem Grine

Arezki L'Bachir



Les bandits D'HONNEUR d'Algérie

Par Hassina Amrouni

Dès la fin du XIXe siècle, des bandits commencent à se faire remarquer ici et là, par leurs actions spectaculaires. Leur particularité : ce qu'ils volent aux riches, ils le donnent aux pauvres.

Le 14 mai 1895.
Exécution d'Arezki L'Bachir, célèbre « bandit d'honneur » en Kabylie, à Azazga, avec cinq de ses compagnons, Il était arrivé à diriger plus de trois cent personnes, révoltées contre les injustices de l'époque. En 1893, le gouverneur d'Algérie décide de mettre fin à cette « légende vivante ». Arrêté, et jugé à Alger en janvier 1895. Verdict : condamnation à mort pour lui et neuf de ses lieutenants; déportation en Nouvelle-Calédonie, pour le reste de son entourage capturé.

Guerre de libération

Histoire

Selon la définition qu'en donne Hobsbawn, un bandit d'honneur ou bandit social –terme qu'il utilise pour désigner cette catégorie de voleurs – est « un paysan hors-la-loi que le seigneur et l'État considèrent comme un criminel, mais qui demeure, à l'intérieur de la société paysanne, laquelle voit en lui un héros, un champion, un vengeur, un justicier, peut-être même un libérateur » (E.-J. Hobsbawn, 1972, p. 8).

Si la référence en la matière est un certain « Robin des bois », au demeurant, personnage fictif, en revanche, des bandits d'honneur, bien réels, ont marqué l'histoire de notre pays, leurs actions ayant servi la cause algérienne.

Bandits d'honneur d'Algérie

Placée sous l'autorité militaire jusqu'en 1870, l'Algérie allait, après la mise en place du code civil, basculer sous l'autorité des colons, l'objectif de ce changement de pouvoir étant « la réalisation d'une assimilation administrative et politique ». L'échec de la révolte de 1871 donne alors aux Algériens un avant-goût de toutes les exactions qui les attendent désormais. En effet, expropriations, internements, liquidations sont leur lot quotidien et ceux qui ont pris part à l'insurrection de 1871 étaient plus particulièrement visés par ces mesures iniques.

Allant plus loin dans sa logique, l'administration coloniale va appuyer sa politique de répression avec un arsenal juridique dont la fameuse loi Warnier de 1873 (renforcée en 1887) qui va « déposséder les indigènes d'une partie de leurs terres ». Loi à laquelle va s'ajouter le vote en 1881 du « Code de l'indigénat instaurant une véritable justice d'exception, entièrement confiée à un fonctionnaire, en l'occurrence l'administrateur de la commune mixte (Thenault, 2012 : 159) ».

Cela ne fera qu'exacerber le sentiment d'injustice chez les autochtones, d'où l'apparition, vers la fin du XIXe siècle, notamment en Kabylie, des premières actions de banditisme qui vont, ensuite s'étaler à d'autres régions, comme les Aurès. Selon Thenault, il est clair que « le développement du banditisme trouva sa source principale dans l'usage que firent des pouvoirs qui leur étaient dévolus les administrateurs de communes mixtes, ces communes où résidait la majorité de la population autochtone en 1902 » (Thenault, 2012 : 159).

Bien que le phénomène des bandits d'honneur ne soit pas propre à l'Algérie mais plutôt à tout le pourtour méditerranéen, il n'en demeure pas moins que, chez-nous, il croît sous la Troisième République, avec le régime civil, tel que précisé plus haut. Plusieurs grands noms émergent, parmi eux : Bouziane El Kalai, dans la région de Beni Chougrane, Arezki l'Bachir en Kabylie et Messaoud Ben Zelmat dans les Aurès. Chacun dans son fief se charge de porter des coups à l'ordre colonial pour venger les siens de tous les torts occasionnés.

Considéré comme un criminel par les autorités ou comme un héros par le peuple, le bandit d'honneur se voit comme un « justicier et un redresseur de torts » (Dejeux, 1978 : 36, 37).

Arezki L'Bachir, « le roi de la forêt »

Révoltés par les injustices commises par les forces coloniales à l'égard de la population autochtone, Arezki l'Bachir et Ahmed Oumeri ont décidé de s'élever contre l'ordre colonial établi en Kabylie.

Originaire d'Aït-Bouhouni, village sur les hauteurs d'Azazga, Arezki l'Bachir y voit le jour en 1857. Sa tribu, les Aït-Ghobri prend une part active à la guerre insurrectionnelle qui éclate en 1871. Lui, n'a alors que 14 ans. La résistance dure 10 mois et les pertes sont lourdes, côté kabyle. Aux très nombreux morts, venait aussi s'ajouter la longue liste des déportés vers les bagnes de Nouvelle-Calédonie ou de Guyane Française. Les habitants de la région ont été dépossédés de leurs terres et de leurs biens,

si bien que l'administration forestière coloniale s'étendait sur les régions d'Azazga et d'Azzefoun. Des terres qu'elle redistribuait ensuite aux colons européens qui venaient s'établir en Algérie. Les rares biens qui leur restaient étaient frappés d'impôts qui, souvent, étaient hors de portée des pauvres paysans. Une situation inique qui perdurait et rendait le quotidien invivable. « Il leur était interdit de ramasser du bois mort, d'en couper du vert ou de faire paître leurs troupeaux. Ils ne pouvaient élever un lapin sans permission du garde forestier général, ni faire une cueillette de champignons sans verser de rétribution. Le rapport du Conseil général d'Alger faisait ressortir, pour l'année 1885, dix mille procès verbaux totalisant un million cinq cent mille francs pour les seules régions de la Kabylie et du sud ». Leurs recours à l'administration coloniale restent lettre morte.

Avant l'arrivée des colons, Ouali Naït-Ali, père d'Arezki l'Bachir possédait plusieurs hectares de terre. Au lendemain de l'arrivée des Français, il en fut dépossédé. Arezki l'Bachir décide alors de prendre les armes contre ceux qui en voulaient à leurs biens et aux biens des siens. « Le roi de la forêt » venait de naître.

Expliquant sa démarche et ses commandements, Arezki l'Bachir dit : « Si j'ai pris la forêt, à qui la faute ? À l'administration. Mon père était propriétaire de cent cinquante hectares de terres ; il avait des oliviers, des figuiers ; il pouvait faire des céréales. Petit à petit, il a été dépouillé par les Domaines, par les agents forestiers, par les amines alliés aux administrateurs des communes mixtes. À ces gens, il faut sans cesse donner de l'argent, des moutons, des chèvres, des volailles. Mon père et mon grand-père ont toujours refusé : j'ai suivi leur exemple. Alors commença contre notre famille une guerre sourde, acharnée, de la part de ces prévaricateurs…» (Violard, 2009 : 156).

Plusieurs hommes se rallient à lui, on dit qu'il était à la tête d'une cinquantaine d'individus, d'autres sources (Emile Violard, ndlr) avancent le chiffre de trois cents. Parmi ces hommes figuraient Amara ou El-Djoudi et beaucoup d'autres courageux anonymes. D'autres bandes écumaient les maquis : les Abdoun, les Beni-Flik, les Beni-Haçain et les Djebara.

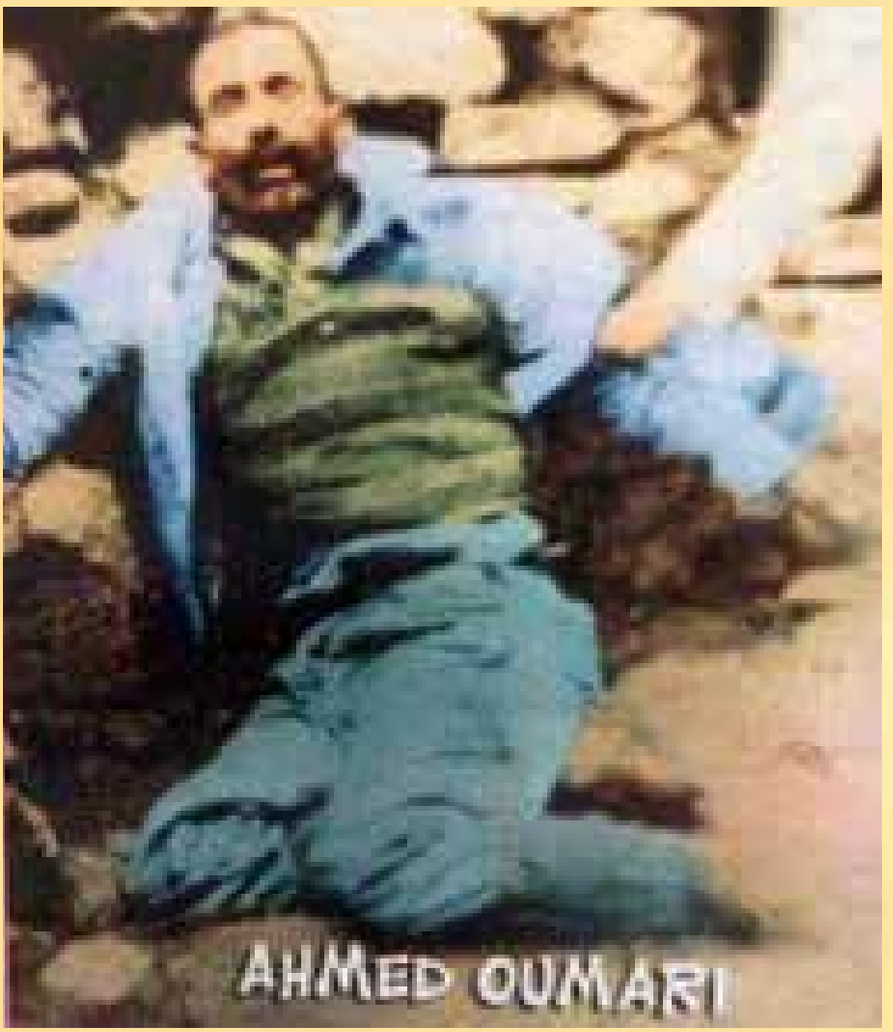
De plus en plus efficaces dans leurs actions, Arezki l'Bachir et ses hommes devenaient les cibles du pouvoir colonial. Ne parvenant pas à les mettre hors d'état de nuire, le gouverneur général demande des renforts militaires pour prêter main forte aux forces armées se trouvant déjà à Tizi-Ouzou. Vers la fin novembre 1893, les forces françaises sont sur le terrain. Un mois durant, une compagnie de zouaves occupe les douars. Arezki l'Bachir est arrêté à Ighil M'edjber, près de Seddouk, le 24 décembre 1893, par le caïd Belkacem ou Slimane. Son procès se déroule aux Assises d'Alger les 1, 2 et 3 février 1895. Condamné à la peine capitale, il est guillotiné le 14 mai 1895 à Azazga en même temps que 5 autres condamnés à mort *(Abrous, 2001 : 71)*.

Ahmed Oumeri, résistant et martyr

Celui que les bardes Aït Menguellat ou Matoub Lounes ont immortalisé dans leurs chansons était, lui aussi, un grand résistant qui s'opposa farouchement au pouvoir colonial.

Natif d'une famille de révolutionnaires, originaire d'Ath Bouaddou, Ahmed Belaïd, de son vrai nom, a vu sa famille résister entre 1850 et 1857 à la conquête française en Kabylie et offrir sept vies en sacrifice. Ahmed Belaïd naît dans le hameau des Ath Bouaddou. Sa famille, de condition très modeste, est déchue et déclassée par l'autorité coloniale en raison de sa résistance à l'occupation française. N'ayant ni terre à labourer ni bête à faire paître, le petit Ahmed a une enfance oisive. Un peu plus grand, il fait divers petits métiers pour subvenir à ses besoins et aider sa famille.

Mobilisé durant la Deuxième Guerre mondiale, il est envoyé à Sedan, à la frontière franco-belge, d'où il déserte en 1941 pour rentrer en résistance contre l'occupant français. Il forme alors un groupe armé qui va sillonner les montagnes du Djurdjura, attaquant sporadiquement des postes ou des convois de gendarmerie ou encore des fermes de colons. Tout comme les autres bandits d'honneur, il prenait aux riches, donnait

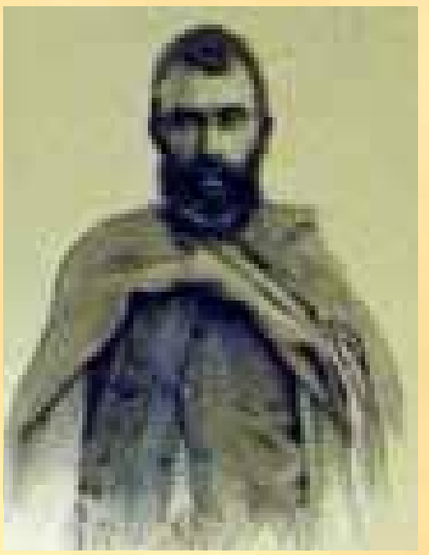


aux pauvres. L'argent collecté servait aussi à alimenter les moudjahidine qui se trouvaient au maquis ou leurs familles restées seules au village.

Malgré toutes les précautions qu'il prenait pour ne pas se faire prendre, Oumeri finira par se faire tuer, le 16 février 1947…par son meilleur ami, le traître Saïd Ouacel et son frère Ali. Invité par ces derniers chez-eux, dans le hameau d'Iaâzounen, pour déguster un plat de couscous, Saïd, n'hésite pas à lui tirer dessus, le blessant grièvement. Oumeri réussit à saisir son pistolet et tire sur Ouacel et le touche légèrement à la tête, Ouacel en se relevant vide son chargeur dans la poitrine d'Ahmed Oumeri, juste avant l'arrivée des agents de la police coloniale qui ont planifié ce guet-apens avec la complicité de Saïd Ouacel.

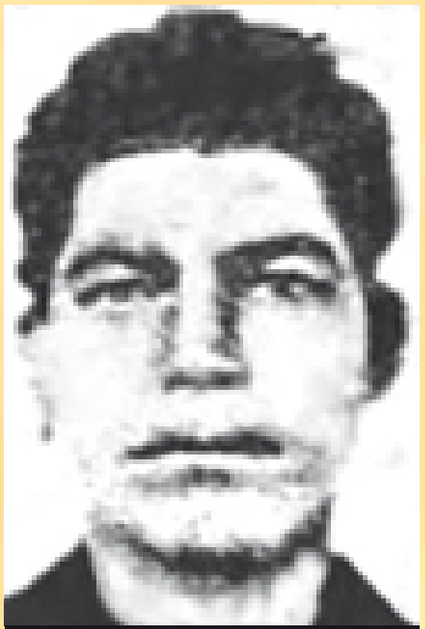
Par peur des représailles, Ouacel part pour la France où il reste jusqu'au milieu des années 1980. Il revient dans son village natal mais personne ne le reconnaît. Il meurt d'une crise cardiaque en 2013, à l'âge de 98 ans.

Benzelmat, le justicier chaoui



Il était aussi appelé *« l'obscur berger de l'Aures »*. Messaoud Benzelmat était originaire du douar Zellatou, dans la commune mixte de l'Aurès. Il y serait né en 1894 au sein d'une famille pauvre. Ali, le fils aîné, est condamné à une peine de prison ferme mais il parvient à s'évader de prison et, en compagnie d'un groupe d'insoumis, sillonne les Aurès. En 1916, il est capturé avec une partie du groupe, mais il sera retrouvé quelques jours plus tard, mystérieusement abattu. Son frère Messaoud décide alors de prendre la direction du reste de la bande et de venger la mort de son frère.

Peu à peu, la vengeance du frère se transformera en révolte contre tout le système colonial qui ne cesse de maintenir toute la population dans une misère insupportable. Les déserteurs du corps des spahis se rallient à sa noble


Belkacem Grine

cause, parmi eux son jeune frère M'Hamed mais aussi Brahim Ben Mohamed, Ali Ben Saighi, Mohamed Ben Zerrouk et d'autres encore. Le groupe de Benzelmat s'attaque à tout ce qui représente ou sert l'autorité coloniale, à savoir colons, bachaghas, caïds,…

L'une des actions les plus spectaculaires du groupe de Messaoud Benzelmat fut l'attaque, dans la nuit du 14 au 15 octobre 1917 d'un village français à Foum Ettoub où toutes les maisons furent pillées. Les hommes de Benzelmat ne quitteront les lieux qu'au petit matin, laissant derrière eux des colons ligotés. La réputation de Benzelmat se répand dans tous les douars des Aurès, partout il est cité comme un justicier, un héros. Son action fait des émules, au point que des hommes vont se révolter à Aïn Leksar, Seriana et même dans les forêts de Belazma. Le capitaine Petignot et ses brigades procèdent à 1423 perquisitions, 972 opérations coup-de-poing, opèrent l'arrestation de 632 insurgés dont 179 déserteurs, 433 insoumis et 20 condamnés, cependant Benzelmat court toujours.

Mais tout comme Ahmed Oumeri, Messaoud Benzelmat sera trahi par ses plus proches amis, en l'occurrence Bouziane, M'naceur et Meziane qui le tuent autour d'un repas, le 7 mars 1921, il avait tout juste 27 ans.

Lui aussi natif des Aurès, Belkacem Grine voit le jour le 27 mai 1927 au douar Kimmel, à Arris.

Après avoir appris le Coran dans son village, il rejoint la zaouïa de Sidi Feth Allah pour y poursuivre des études classiques. En 1939, il part pour la Tunisie pour parfaire sa scolarité et revient au bercail, un an plus tard. Révolté contre l'oppression coloniale, il refuse de se rendre sous les drapeaux. Il est déclaré hors la loi en 1950. Devenu militant nationaliste, il est chargé en 1951 d'enrôler les bénévoles puis on lui confie la mission de l'achat des armes en Tunisie et en Libye. Deux ans avant le déclenchement de la guerre de libération nationale, il constitue un groupe armé avec lequel il lance plusieurs actions armées contre les forces d'occupation françaises. Qualifié de « bri-

gand » et de « hors-la-loi » par les autorités et la presse françaises, les Algériens voient en lui un résistant de pure souche. Une récompense de 100 millions d'anciens francs est offerte à celui qui le capturera mort ou vif mais Belkacem Grine continuera à multiplier les actions armées, occasionnant des pertes à ses adversaires. Le 17 novembre 1954, les forces coloniales mènent des raids contre les positions des moudjahidine retranchés dans le mont Chélia, au sommet des Aurès. Parachutistes et aviation militaire viennent renforcer les quelque 5000 hommes se trouvant déjà sur le terrain. Après 10 jours de combats sanglants, Belkacem Grine tombe en martyr, avec ses compagnons le 28 novembre 1954.

Ahmed Gada, le dernier des bandits d'honneur

Il fait partie de ces bandits d'honneur qui, entre 1940 et 1954, ont balisé la voie de la Révolution algérienne.

Originaire de Chenouara (Tkout), dans les Aurès, Ahmed Gada a, au milieu des années 1940, constitué avec Hocine Berrehaïl (chef du groupe et premier à s'abriter dans les montagnes dès 1942), Sadek Chebchoub, Ali Darnouni, Messaoud Benzelmat, Aïssa El Mekki et Belkacem Grine un groupe de « bandits d'honneur » qui a donné du fil à retordre aux Français. Leurs actions faisant un éclat, ils sont vite rejoints par Mohamed Bensalem Benamor, Mohamed Belaadel, Mohamed-Salah Bensalem, Salah

Ahmed Gadda

Ahmed Gadda avec le docteur Abdelhak Benboulaid, fils de Mostefa Benboulaid

Ouassaf, Lakhdar Bourek, Messaoud Mokhtari, Messaoud Maâche, Djoudi Bicha (dit Boucenna) et Mohamed Ben Ahmed Meziani.

Alors qu'il n'a que 13 ans, le jeune Ahmed Gada est chargé par Hocine Berrehaïl d'écrire des lettres de menace destinées aux caïds, aux agents de l'ordre et aux responsables locaux de l'administration coloniale. Après une dénonciation, il est arrêté 15 jours plus tard, cependant, il parvient à s'évader de prison avec l'aide d'Omar Benzerarar, gardien de prison.

Mostefa Benboulaid entretient des relations avec le groupe auquel il communique des noms de notables traîtres afin de les menacer. Mais ayant eu vent de ce lien entre le groupe de bandits d'honneur et Benboulaid, l'administrateur d'Arris, un certain Fabier, propose à Berrehaïl une amnistie, tout en leur offrant une récompense en contrepartie de l'assassinat de Benboulaïd. Berrehaïl n'hésite pas à en en informer Benboulaïd, par l'intermédiaire de Mostefa Aïssi, tout en l'assurant de son soutien et de sa fidélité à la cause nationale. Le groupe de Berrehaïl contribue ainsi d'une manière effective au bon déroulement de certaines missions de l'ALN, facilitant la création des cellules et de groupes ainsi que l'acheminement des armes cachées dans les maquis des monts Chelia et Chnaoura. Ce même groupe de Berrehaïl avait accueilli des chefs qui préparaient la Révolution et des membres recherchés de l'Organisation spéciale (OS), à l'image de Abdallah Bentobal, Didouche Mourad, Habachi Abdeslam, Chihani Bachir, Bouzida Mohamed, Abdelhafid Boussouf, Rabah Bitat et Mohamed Ben Djedou.

En 1951, c'est également ces bandits d'honneur qui, en parfaite connaissance de la région, permettent à plusieurs responsables nationalistes dont Zighoud Youcef, Abdelbaki Bekouche, Amar Benaouda, Slimane Berkat, Mekki Berkat de se rencontrer secrètement.

Lors d'un témoignage sur cette période de l'histoire, Ahmed Gada assurera que Mohamed Mezoudj, alias Omar Agrour, membre du groupe de Belgacem Grine, est le premier chahid de la région des Aurès. En effet, chargé par Benboulaïd d'attaquer le siège de la brigade mobile au centre-ville de Batna, Mezoudj s'est dirigé ensuite vers le mont Kasrou puis à Seriana où il est tué lors d'un accrochage avec des gendarmes, le 3 novembre 1954.

Activement recherché par l'armée coloniale, et ce depuis 1947, Ahmed Gada ne sera jamais arrêté malgré ses fréquents déplacements et sa participation à la bataille d'Ifir Lebleh aux côtés de Mostefa Benboulaïd.

Hassina Amrouni

Sources :
http://encyclopedieberbere.revues.org/
https://remmm.revues.org/
http://www.bordj.info/
http://www.mpeche.gov.dz/
http://www.memoria.dz/mar-2016
(Mokhtari Messaoud, bandit d'honneur, combattant de novembre)
www.aps.dz

20 Août 1955

Une guérilla aux objectifs politiques

Relecture des évènements et de la personne de Zighoud Youcef

Par Boualem Touarigt

Beaucoup d'écrits historiques sur les évènements du 20 août 1955 en réduisent la portée militaire et politique en mettant en avant des actions militaires sans portée et sans préparation suffisante, affirmant même que celles-ci auraient causé du tort à la révolution algérienne. Même la personnalité de Zighoud Youcef qui en fut l'organisateur est réduite dans bien des écrits d'historiens étrangers et même algériens, mettant en avant ce qui aurait été d'après eux son faible niveau politique, réduisant la dimension de ce stratège à celle d'un combattant de terrain, certes courageux mais loin d'être un chef d'une grande dimension politique.

Les actions militaires engagées sur plusieurs jours à partir du 20 août 1955 dans plusieurs agglomérations sur le territoire de la Wilaya II valent surtout par les objectifs politiques recherchés. Les actions ont été caractérisées par leur non-conformité aux techniques de guérilla qui recommandaient les attaques surprises de préférence la nuit et dans des lieux isolés, le harcèlement par des unités légères et extrêmement mobiles, le refus de l'engagement face à des troupes supérieures en nombre et en armement, le combattant devant être toujours invisible et insaisissable, fuyant devant l'ennemi, agissant par surprise frappant à l'improviste pour se réfugier rapidement dans des abris isolés. Le 20 août 1955, la symbolique était partout, déjà dans le choix de la date. Les moudjahidine qui y avaient participé le confirment : le choix de la date du 20 août était un message

Zighoud Youcef

de solidarité aux combattants marocains et un hommage au roi du Maroc Mohammed V qui avait été déposé par la puissance coloniale le 20 août 1953. Les actions militaires déclenchées n'ont pas prévalu par l'utilisation des techniques militaires de la guerre populaire : attaques surprises, refus du combat prolongé, harcèlement suivi de fuite devant des concentrations de troupes ennemies, décrochages suivant immédiatement les premiers contacts avec l'ennemi, etc. Les techniques employées étaient contraires : attaques en plein jour à visage découvert, participation directe et bien visible des populations aux côtés des combattants de l'ALN, volonté considérée comme suicidaire de lancer des attaques bien visibles avec des moyens réduits contre des objectifs militaires et civils, bien visibles et sans se camoufler, attaques repérables par tous et parfois annoncées. L'objectif était justement d'engager directement les populations civiles bien visibles aux côtés des combattants de l'ALN, montrer leur détermination en les engageant à visage découvert et en plein jour dans des endroits publics, au su et au vu de tous, aussi bien des soldats de l'armée coloniale, des Européens que des populations algériennes. Il fallait révéler la détermination des combattants et des citoyens engagés à leur côté à la fois pour montrer leur courage et pour encoura-

ger et galvaniser les populations algériennes qui ne manqueraient pas d'assister aux combats. La détermination des populations civiles a inquiété les forces coloniales et a été un puissant facteur de motivation pour toute la population algérienne. Cette fois-ci, le combattant n'attaquait plus par surprise, fuyant volontairement devant les nombreuses concentrations de troupes ennemies, refusant le contact direct devant des forces trop importantes. Les combattants auxquels s'étaient joints des civils cherchaient le combat direct, bien visible, dans des lieux publics, lançant un défi à des forces bien supérieures, à la manière des combats des chevaliers où ceux-ci cherchaient à défier leurs adversaires et montraient leur courage et leur détermination devant un ennemi souvent supérieur en nombre et en armes. Leur objectif était de renforcer le soutien des populations civiles, en leur enlevant toute crainte devant le combat et surtout d'effrayer les forces adverses habituées à des harcèlements de nuit dans des endroits isolés de la part d'un adversaire habitué à refuser le combat direct. De plus, un tel courage devant une mort certaine, une telle détermination ne pouvaient qu'avoir pour conséquence le renforcement des sympathisants encore peu engagés et hésitants à rejoindre la lutte. Zighoud Youcef a engagé des actions militairement inégales et risquées qu'on a pu assimiler à des opérations suicides, parfois condamnées à l'échec militaire certain. Le but recherché était d'abord politique : montrer l'adhésion des populations civiles au combat armé pour l'indépendance, les galvaniser et aussi susciter l'engagement des citoyens plutôt «tièdes » et hésitants. Ceux-ci allaient s'engager davantage devant les preuves de courage des combattants et les indécis et les « mous » allaient refuser de s'engager aux côtés des forces colonialistes.

Les actions déclenchées à partir du 20 août 1955 ont été un exemple où des actions purement militaires avaient comme objectif final un but politique : montrer la détermination des combattants, galvaniser les sympathisants encore hésitants, couper la route à ceux qui auraient été tentés de s'engager aux côtés des forces coloniales. La crainte des milices colonialistes s'étendit à tous les combattants mais aussi aux populations européennes dans leur ensemble.

Zighoud : un militant politique de la première heure

Les premiers compagnons de Zighoud Youcef adolescent ont gardé de lui l'image d'un écolier studieux et appliqué, ayant obtenu son certificat d'études primaires à l'école française à l'âge de quatorze ans, après être passé par l'école coranique. Il se forma par la suite dans le scoutisme. A l'âge de dix-huit ans, il est militant au PPA où il deviendra responsable de la structure locale et trouve une place chez un forgeron français de sa ville natale, Condé-Smendou, et avec qui il deviendra associé. Aux élections municipales de 1947, il est élu adjoint au maire de sa ville sous l'étiquette MTLD. Il est en même temps à l'OS dont il organise la section locale. En 1950, à la suite du démantèlement de l'OS, il est arrêté et emprisonné à la prison d'Annaba. Il arrive à s'évader avec ses compagnons dont Mostefa Benaouda, Slimane Barkat et Abdelbaki Bakhouche.Pour échapper à la police, il se réfugie dans les Aurès où en compagnie d'autres anciens militants de l'OS contraints à la clandestinité, il se consacre à la préparation militaire. Au printemps 1954, il participe à la réunion des vingt-deux. Et peu de temps après le déclenchement de la guerre de libération, il est aux côtés de son chef de zone Mourad Didouche quand celui-ci tombe au champ d'honneur le 18 janvier 1955, près du douar Oued Boukarkar. Il prend alors le commandement de la zone du Nord Constantinois, lui succédant. Avec l'aide de ses proches compagnons, dont Lakhdar Bentobbal et Mostefa Benaouda, il décide de faire face à une situation particulièrement difficile pour l'ALN. Sur le plan militaire, les groupes de combattants étaient isolés les uns des autres, sans liens entre eux, ils subissaient les effets de l'état d'urgence marqué par les arrestations massives et les répressions de grande envergure. Zighoud Youcef voulait surtout frapper un grand coup sur le plan psychologique et politique. Il voulait faire adhérer massivement les populations à la Révolution en les engageant directement dans le

combat et en assurant leur jonction avec les combattants. Il voulait surtout remonter le moral des populations et les galvaniser. En même temps, il constatait les tentatives des autorités coloniales de susciter une adhésion à leur politique chez certaines catégories de la population. La guerre de libération avait été jusqu'alors limitée au territoire de la zone 1 (Aurès) et l'armée coloniale voulait l'y enfermer et éviter toute propagation. Dans les autres régions du pays, les actions étaient restreintes. Il fallait, d'après lui, redonner courage et confiance à la population contre laquelle le pouvoir colonial avait décidé de nombreuses mesures de répression : extension de l'état d'urgence, rappel de contingents d'appelés, mobilisation des engagés algériens (harkis, goumiers). Zighoud cherchait sur le plan militaire à obliger l'armée française à répartir ses troupes sur des territoires plus vastes, répondant ainsi à l'appel de Mostefa Ben Boulaïd qui lui avait demandé de soulager les combattants des Aurès sur lesquels étaient concentrées les frappes de l'armée coloniale.

Les actions du 20 août 1955 produisirent les effets escomptés. L'Algérie est vraiment entrée en guerre après cette date. L'armée française éparpilla ses forces sur des territoires plus étendus et dut faire face à l'extension de la guerre de guérilla. La réaction se traduisit par l'extension de la répression, les attaques massives contre les populations civiles, coupant ainsi de manière profonde et irrémédiable toute possibilité d'adhésion des populations algériennes aux manœuvres politiques des colonialistes. Les combattants de l'ALN renforcèrent leur proximité avec les populations locales. Sur le plan international, les actions d'août 1955 montrèrent la détermination des populations algériennes à soutenir la guerre d'indépendance et à accepter d'importants sacrifices. Cela fit grand effet sur l'opinion française qui comprit que la France était entrée dans une guerre difficile et qu'elle devait faire face à des combattants résolus et disposant du soutien des populations civiles. En même temps, l'organisation du FLN mena une politique souple et même conciliante envers les élus algériens des assemblées locales, cherchant à les attirer et à la dissuader d'apporter leur soutien à la politique coloniale. On vit dans les quelques mois qui suivirent le détachement de ces élus qui dénoncèrent les mesures de la colonisation et refusèrent d'apporter leur caution à l'administration coloniale.

Zighoud Youcef : Un grand conciliateur

Zighoud Youcef s'engagea résolument à défendre les décisions du congrès de la Soummam tout en adoptant une attitude faite d'esprit de conciliation et de sens de la mesure et de retenue dans les conflits qui opposèrent le CCE aux dirigeants extérieurs qui lui étaient opposés, en particulier Ben Bella et Mahsas. Il s'était plié à la volonté commune des dirigeants du FLN de l'intérieur et s'était opposé à l'usage de la violence pour régler les différends qui avaient surgi dans leurs rangs. L'anthropologue Mahfoud Bennoune, qui a été moudjahid de la Wilaya II, l'a décrit ainsi : « Un homme réfléchi, intelligent, sérieux, bien organisé et surtout d'une extrême modestie. » On retiendra également de lui son grand sens politique, son goût de la mesure et de la recherche du compromis, son abnégation en faisant passer les intérêts supérieurs de la Révolution et du FLN avant les considérations sectaires et personnelles.

Les actions menées sur le territoire de la Wilaya II à partir du 20 août 1955 ont eu à la fois un caractère militaire et des objectifs politiques, ne répondant pas aux caractères d'une guerre de guérilla faite d'attaques surprises, de combats de nuit, de fuites devant l'ennemi, en privilégiant les harcèlements de nuit dans des lieux isolés et d'accès difficile. L'objectif recherché n'était pas militaire mais d'abord politique : renforcer l'engagement des populations algériennes avec les combattants, galvaniser les sympathisants et leur enlever toute crainte, dissuader les hésitants tentés par le soutien à la politique colonialiste. Les attaques eurent lieu en plein jour par des combattants agissant à visage découvert ne se cachant pas de l'ennemi, acceptant le combat contre des forces supérieures.

Boualem Touarigt

LA VIOLENCE POUR ATTEINDRE DES OBJECTIFS POLITIQUES

Par Boualem Touarigt

CONGRÈS DE LA SOUMAM
Le 20 Août 1956 à Ighzar-Amokrane

1- Lakhdar Bentobal. 2- Kaci Hamaï. 3- Benaouda. 4- Amar Ouamrane. 5- Hocine Rouibah. 6- Tahar Amirouchen, 7- Si l'Hocine Lekser (Salhi Hocine), 8- Amirouche Aït Hamouda. 9- Malika Gaïd

Le congrès de la Soummam qui s'est tenu à partir du 20 août 1956 a redéfini les objectifs militaires et politiques de la guerre de libération nationale, comme il a précisé les modalités de la fin de la guerre en fixant les conditions essentielles de l'indépendance et les concessions que le FLN était prêt à accepter. En affirmant la primauté du politique sur le militaire, la charte de la Soummam a exprimé une continuité dans la démarche de la guerre de libération nationale depuis son déclenchement.

La proclamation du 1er novembre 1954 est celle d'un mouvement essentiellement politique avec des objectifs également politiques : la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien. Cette guerre de libération était politique par les moyens qu'elle se donnait pour atteindre son objectif : regrouper tous les Algériens, de toutes sensibilités autour de cet objectif central qu'est l'indépendance.

Guerre de libération

Histoire

Au moment où se tenait le congrès de la Soummam, les représentants de l'association des oulémas avaient rejoint le FLN. Un de ses représentants, Tewfik el Madani était membre du CNRA. Les représentants du courant national considéré comme modéré, ayant prôné pendant longtemps l'accès à l'indépendance par la voie légale, avaient rejoint le FLN tels que Ferhat Abbas. Différentes personnalités considérées comme modérées et qui avaient accepté de faire partie des assemblées élues dans le cadre du système colonial avaient favorablement accueilli les propositions du FLN de mettre leur action sous le soutien du FLN en affirmant leur adhésion à la revendication d'indépendance. Ils manifestèrent leur position dès 1955. Cette attitude conciliatrice du FLN exprimait un objectif politique clair : convaincre le plus grand nombre de militants du mouvement national à l'objectif d'indépendance, y compris les modérés tentés par des voies « légalistes » et non radicales. La proclamation du 1er novembre 1954 fixait l'objectif politique qui était de faire reconnaître le droit à l'indépendance. L'internationalisation de la lutte populaire était une question inscrite dans la proclamation du 1er novembre qui avait même proposé une sortie honorable pour le gouvernement français : la reconnaissance de la nationalité algérienne pour les Algériens d'origine européenne reconnus comme citoyens à part entière égaux en droits et en devoirs avec tous les habitants de l'Algérie. La déclaration affirmait clairement que « les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun ». Cette position préfigure les compromis des accords d'Evian.

Il est utile de rappeler que la plateforme adoptée par le congrès de la Soummam abordait les compromis politiques avec l'ancienne puissance coloniale et qui seront approuvés par les membres du CNRA dans leur quasi-unanimité (moins cinq voix au premier congrès de Tripoli qui s'est tenu pour discuter des propositions d'accords de paix). La position largement majoritaire des dirigeants du FLN et de l'ALN a été continue depuis le 1er novembre.

D'autre part, s'agissant d'une guerre populaire, les combattants de l'ALN avaient considéré que les moyens et les actions militaires devaient servir l'objectif politique essentiel, obtenir le soutien des populations qui devenaient l'enjeu pour le FLN et pour la puissance coloniale qui a alterné la répression et la lutte psychologique. Avec l'arrivée du général de Gaulle en 1958, la résistance à l'armée coloniale s'est renforcée avec l'éclatement des forces de l'ALN, le retour aux unités légères très mobiles et aux tactiques d'harcèlements, l'objectif étant alors de rendre impossible une victoire militaire de l'armée coloniale, ce qui aurait ouvert la voie à des solutions politiques de type néocolonial. Les actions politiques du FLN s'étaient alors concentrées sur l'adhésion des couches moyennes et des catégories qui auraient pu apporter leur soutien à la politique colonialiste, l'internationalisation du conflit en cherchant principalement à convaincre les alliés de la France du danger pour le monde occidental de la poursuite de la guerre en Algérie en les poussant à faire pression sur le gouvernement français pour accepter les propositions honorables de paix avancées par le FLN.

On le voit, la guerre de libération nationale avait des objectifs essentiellement politiques. Les moyens militaires ont servi à réaliser ces objectifs (principalement en élargissant le champ du conflit et en rendant impossible toute victoire militaire de l'armée coloniale tout en aggravant les contradictions intérieures françaises et en rendant matériellement difficile la poursuite de la guerre). Ces objectifs politiques réaffirmés par le congrès de la Soummam sont contenus dans le texte fondateur du FLN. La primauté du politique sur le militaire vient de la nature même de la guerre de libération nationale. Bien des actions à caractère militaire ont été décidées et menées en fonction des objectifs politiques recherchés. Rappelons que les actions du 20 août 1955 visaient à souder les populations avec l'ALN, à élargir le champ de la guerre de libération en rendant l'effort de guerre plus lourd à supporter pour l'armée coloniale, et aussi à barrer la route aux tentatives du gouvernement français de dégager des soutiens au sein de la population algérienne. La poursuite des objectifs politiques a été

Au Congrés de la Soummam. 1- Krim Belkacem. 2- Amar Ouamrane. 3- Colonel Amirouche

une constante durant toute la durée de la guerre de libération, les actions armées n'ayant été que « la poursuite des objectifs politiques par d'autres moyens ».

La plate-forme de la Soummam avait aussi un objectif tactique. Une des préoccupations du FLN était de répondre à la propagande colonialiste qui voulait faire passer les combattants comme des fanatiques religieux, des intolérants et des sanguinaires qui prônaient la guerre religieuse et voulaient s'en prendre aux minorités religieuses en Algérie, les chrétiens et les juifs qui risquaient donc de faire l'objet de massacres pendant la guerre et à l'indépendance. Le FLN cherchait à contrecarrer cette propagande. La plate-forme de la Soummam contient des appels aux Algériens de confession juive et chrétienne pour leur donner confiance et leur enlever toute crainte quant à leur avenir dans une Algérie indépendante. Le FLN était également engagé sur la scène internationale dans une lutte diplomatique, destinée principalement aux puissances occidentales, alors alliées de la France pour les convaincre qu'elles n'avaient rien à craindre d'une Algérie indépendante affirmant clairement que le FLN n'étaient pas un mouvement religieux et qu'il n'était inféodé ni à l'Egypte ni à l'Union soviétique. Tout devait être fait également pour faire éclater les contradictions politiques internes françaises en cherchant le soutien des courants politiques opposés à la colonisation au sein de l'opinion française. Le FLN devait apparaître comme un mouvement politique tolérant, d'abord et exclusivement anti colonialiste cherchant seulement la fin du système colonial, ouvert aux minorités religieuses, prêt à négocier avec les entreprises françaises des concessions et des avantages particuliers dans l'exploitation des richesses algériennes, dont le pétrole. La plate-forme de la Soummam portait un message aux puissances occidentales, en priorité aux Etats-Unis : l'indépendance de l'Algérie à brève échéance pouvait garantir que les pays du Maghreb resteraient sous influence occidentale. Au contraire, une poursuite de la guerre aurait pour conséquences de radicaliser le FLN et de renforcer les positions des extrémistes en son sein, plus favorables à l'Union soviétique et au mouvement panarabe dirigé par l'Egypte de Nasser. Les Etats-Unis furent convaincus que l'indépendance de l'Algérie pouvait freiner l'extension du communisme en Afrique et dans le Monde arabe. Ce qui est intéressant à relever, c'est que l'ensemble des militants du FLN, y compris les combattants en armes comprirent cette tactique politique, l'approuvèrent sans hésitation et la suivirent jusqu'à l'indépendance. C'est un des atouts de ce texte fondamental qui servit à la formation des militants et dégagea une unanimité autour de lui sur des questions a priori délicates (avantages accordés aux minorités, accords préférentiels sur le plan économique et culturel aux profits de partenaires français) une fois acquis les objectifs essentiels : droit à la souveraineté totale sur tout le territoire algérien et à l'indivisibilité de la population algérienne.

Boualem Touarigt

25 août 1958

L'OUVERTURE D'UN AUTRE FRONT SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Par Boualem Touarigt

Guerre de libération

Histoire

Le 25 août 1958, à 0 heures, le FLN lançait une offensive militaire de grande ampleur sur des objectifs économiques et militaires situés sur le territoire français. Cette offensive visait des objectifs bien ciblés et avait été menée par les commandos de choc de la fédération de France du FLN.

Contrecarrer le plan du général de Gaulle

L'objectif principal de la direction du FLN était de réagir face à l'offensive du général de Gaulle qui était revenu au pouvoir à la suite du coup d'Etat mené par les officiers extrémistes de l'armée française en Algérie. Le chef du gouvernement français voulait en finir avec la guerre de libération nationale et éviter l'indépendance nationale qui paraissait alors inévitable

Au sein de nombreux cercles politiques français, le plan de de Gaulle comportait d'abord un volet militaire. Il confia le commandement de l'armée en Algérie au général Challe en lui confiant la mission d'obtenir une victoire militaire totale sur les troupes de l'ALN. Sur le plan politique, de Gaulle voulait dégager une élite politique algérienne acquise au maintien de la présence française en Algérie soutenue par une partie de la population algérienne qu'il voulait gagner par des mesures d'ordre social destinées à améliorer militairement son sort. Sur le terrain, le général Challe disposa de moyens exceptionnels en

Général de Gaulle

hommes et en matériels et engagea sur le terrain de grandes opérations de bouclage et de ratissage qui frappèrent successivement toutes les régions de l'Algérie d'ouest en est. L'armée française changea sa tactique en employant des moyens techniques nouveaux tels que les hélicoptères et engagea sur le terrain des opérations des forces considérables avec notamment l'utilisation des « commandos de chasse » qui ne cherchaient pas seulement la riposte aux actions des combattants de l'ALN, mais devaient transporter sur le terrain une guerre totale de poursuite et de recherche du contact. Ainsi ces « commandos de chasse » lâchés par hélicoptères à la poursuite des moudjahidine, furent appuyés par des unités de l'armée chargées de l'occupation du terrain, de l'encerclement des populations dans des zones interdites totalement bouclées et soumises aux bombardements systématiques. Les combattants de l'ALN subirent de très grosses pertes et durent s'adapter en éclatant en petites unités légères extrêmement mobiles se fondant dans la nature

et cherchant refuge loin des terrains de combat, à proximité des agglomérations urbaines où elles se dissimulèrent. Sur le plan politique, de Gaulle cherchait à faire émerger des forces politiques locales. Il poursuivit la politique de l'ancien gouverneur Jacques Soustelle. Les différences de statuts furent supprimées par la généralisation du collège unique qui donnait la même représentativité électorale à toutes les populations d'Algérie, négligeant l'importance du sentiment national et du désir d'indépendance des populations algériennes. Il reprit en le portant à plus grande échelle le « plan de Constantine » qui prévoyait un soutien à l'investissement, l'amélioration des conditions de vie des populations, la création d'emplois, l'extension des services sociaux. Ce volet politique reposait en grande partie sur les services de l'armée française qui avaient été chargés de mater par la force les éléments patriotiques les plus irréductibles à qui l'on proposa une reddition (la « paix des braves ») et de manipuler les populations indécises confiées aux services psychologiques de l'armée.

La direction du FLN réagit en adaptant la technique de combat aux nouvelles conditions de la guerre et en renforçant son action politique pour remobiliser la population, élargir le front pour l'indépendance et renforcer l'action diplomatique internationale.

Général Challe

Eparpiller l'action de l'armée française

L'ouverture du second front avait des objectifs militaires : gêner le gouvernement français en l'obligeant à utiliser des moyens militaires pour protéger des sites. On a estimé à 80.000 hommes les moyens mobilisés par l'armée française pour faire face aux actions des commandos du FLN en France. Sur le plan politique, l'objectif était double. Le général de Gaulle avait décidé de la tenue d'un référendum en France et en Algérie pour approuver son projet de nouvelle constitution et en faire un plébiscite en faveur de sa personne et en particulier de sa politique en Algérie. La mission en fut confiée à l'armée. Le commandant des forces françaises en Algérie déclara en juillet 1958 : « Il faut gagner maintenant la bataille du référendum et l'armée a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour que le maximum de citoyens y prennent part ». De Gaulle voulait en effet se prévaloir d'une importante participation des populations algériennes au référendum pour montrer qu'il avait réglé la question de l'Algérie et qu'il disposait du soutien de la population algérienne. Le 1er août 1958, les autorités colonialistes annonçaient la clôture des listes électorales et la presse locale titrait : « La bataille du référendum est désormais engagée ».Cela signifiait que désormais les services psychologiques de l'armée française avaient le champ libre pour confectionner les listes électorales et sortir des résultats avant l'heure et conformes aux souhaits du général de Gaulle.

Attaque du plus grand dépôt de stockage de carburant, à Mourepiane

Un objectif particulier : le pétrole algérien

L'ouverture du « second front » avait aussi un objectif particulier : le pétrole algérien. Dans son édition du 22 août 1958, l'organe du FLN, El Moudjahid déclarait : « Le FLN et l'ALN ont entrepris la lutte pour restaurer la souveraineté nationale algérienne sur l'ensemble du territoire, Sahara compris. Les richesses du sol et du sous-sol algérien appartiennent au peuple algérien et doivent être exploitées au mieux de ses intérêts. » Il fallait pour le FLN contrer la politique pétrolière du gouvernement français en ne reconnaissant pas le droit aux éventuels partenaires étrangers le droit de faire fructifier les richesses pétrolières dans le seul intérêt du gouvernement français. Seul un Etat algérien indépendant, représentant légitime des populations algériennes pouvait légitimement délivrer des permis de prospection et d'exploitation et cette hypothèse avait été mise en avant. Dans sa déclaration du 31 août 1958, la fédération de France insistait sur les objectifs stratégiques du « second front » : « La première offensive des commandos algériens s'est fixé un objectif essentiellement pétrolier pour une double raison : frapper les réserves de carburant et prolonger sur le territoire français même la guerre que l'ALN mène méthodiquement en Algérie. Il y a un an, le FLN avait promis de détruire le pétrole saharien en France même. Il a tenu sa promesse. Il réaffirme sa volonté de rendre infructueux tous investissements tendant à l'exploitation des richesses de l'Algérie, y compris le Sahara…Une participation étrangère, sous forme d'investissements, de capitaux ou d'autres moyens, ne peut être considérée par le FLN que comme un acte d'hostilité vis-à-vis de l'Algérie combattante. »

Le lendemain du déclenchement des actions du « second front », la Fédération de France du FLN affirmait : « Le FLN a décidé la destruction, partout où il se trouve, du potentiel de guerre ennemi et en particulier de ses réserves en carburant ».

L'action la plus spectaculaire a été l'attaque du plus grand dépôt de stockage de carburant du sud-est de la France, celui de Mourepiane, dans la banlieue nord de Marseille, attaque précédée d'une manœuvre de diversion pour disperser les moyens des pompiers.

Des échos positifs

Les actions des commandos de choc du FLN menées en France eurent des échos positifs auprès des maquis algériens dont les combattants se sentirent soutenus et encouragés. Sur le plan international, le FLN fit la démonstration de la détermination des populations à soutenir la guerre d'indépendance et sa représentativité. L'action secoua l'opinion française qui réagit face aux mesures répressives de la police qui s'abattirent sur les populations algériennes. En France, l'unanimité de l'opinion française face à l'attitude du général de Gaulle vola en éclats. Un rapport interne du FLN de France soulignait « l'enthousiasme des militants » devant ces actions. Les actions furent de courte durée. Elles durèrent jusqu'à la fin de septembre 1958.

Boualem Touarigt

LA GRANDE LEÇON DES CONTRE-MAQUIS

Par Adel Fathi

Moins médiatisée par les colonialistes que « la Bleuïte », l'opération dite « Oiseau bleu » figure en tête de la liste des grands ratages de l'armée coloniale et de ses services de renseignements qui, dès le début de l'insurrection, ont tenté par tous les moyens d'intoxiquer les maquis de l'ALN en vue de les déstabiliser et, au final, de les anéantir. Mais, curieusement, cette affaire reste largement méconnue du jeune public algérien, plus attiré par les coups tordus et les querelles intestines au sein de l'ALN, sans doute parce qu'occultées par l'historiographie officielle depuis longtemps, que par les exploits réalisés contre l'ennemi, qui sont pourtant aussi nombreux qu'éclatants.

Krim Belkacem

Cette manœuvre diabolique, montée par les services secrets français, est illustrative de cette bataille de renseignement qui sera acharnée et déterminante sur le terrain. Ce fut la première grosse épreuve pour toute la Wilaya III, mais qui, grâce à la perspicacité de son chef historique, Krim Belkacem, en sortira plus revigorée.

Les services français avaient eu l'idée de monter cette opération qui dura dix mois (de novembre 1955 à septembre 1956) dans l'objectif de monter des Algériens contre d'autres Algériens, en utilisant les animosités tribales et la lutte sans merci contre les messalistes, afin de créer la zizanie et de pousser les combattants de l'ALN à s'entredéchirer. Le plan machiavélique visait à créer des «contre-maquis», ou ce qui était appelé la «force K» (en référence à la Kabylie), en recrutant au sein de la population des éléments qui n'avaient pas de liens apparents au FLN. Mais le piège s'est vite refermé

sur ceux-là mêmes qui l'avaient tendu. Ainsi, les services ennemis, mal-renseignés, étaient loin de se rendre compte qu'une bonne partie de ceux qu'ils considéraient comme étant leurs agents étaient bien des militants FLN, agissant sous les ordres directs de Krim Belkacem. Celui-ci sélectionna les plus loyaux, et les plus déterminés, pour les faire passer pour des membres de la «force K». Le plus cocasse dans l'histoire est que l'armée française les a dotés des armes les plus sophistiquées, au grand bonheur des moudjahidine et de leur dirigeant. Celui-ci s'en délecta dans une lettre qu'il adressa au gouverneur général, dans laquelle il écrit avec une note de satire qui restera mémorable : «Monsieur le Ministre, Vous avez cru introduire, avec la «Force K» un cheval de Troie au sein de la résistance algérienne. Vous vous êtes trompé. Ceux que vous avez pris pour des traîtres à la patrie algérienne étaient de purs patriotes qui n'ont jamais cessé de lutter pour l'indépendance de leur pays et contre le colonialisme. Nous vous remercions de nous avoir procuré des armes qui nous serviront à libérer notre pays. »

Du côté ennemi, ce fut la douche écossaise. L'état-major de l'armée, mais surtout les gouverneurs généraux successifs, ont dû mesurer la fatuité de leur stratégie de lutte contre l'insurrection, présentée jusqu'alors comme une action «désespérée» menée par des «hors-la-loi» sans vision, ni planification.

Jacques Soustelle à droite

Gaston Pontal

Général Lorillot

S'inspirant de leur expérience en Indochine, les Français n'avaient pas pris en compte les ramifications tissées par les maquisards algériens. L'idée de monter un «contre-maquis» en Kabylie viendrait, selon les historiens, de Henry Paul Eydoux, conseiller technique au cabinet du gouverneur du Gouverneur général Jacques Soustelle. Celui-ci chargea aussitôt le directeur de la DST et de la police d'Alger, Gaston Pontal, de mettre en place l'opération. Mais, c'est le Service de renseignement opérationnel (SRO) qui devra s'en charger à la fin, avec la collaboration étroite du général Lorillot, commandant la Xe Région militaire, et de son 2e bureau.

Acteurs de l'opération « Oiseau Bleu »

Robert Lacoste

L'opération fut baptisée à son lancement, courant 1955, «Force K», avant d'être rebaptisée «Oiseau bleu». C'est ce deuxième nom de code qui sera connu du grand public. Après la venue de Robert Lacoste, en remplacement de Jacques Soustelle, à la tête du gouvernement général, l'opération sera maintenue et même renforcée, avec la nomination d'un officier chevronné, le capitaine Camous, pour superviser les aspects pratiques et techniques de l'opération. De leur côté, les services de police ont pris tout leur temps pour manipuler les agents infiltrés.

Première étape de l'opération : un inspecteur de la DST nommé Ousmeur, lui-même d'origine kabyle, fut chargé d'entrer en contact avec un de ses collaborateurs, un certain Hachiche, à Azazga, une région infestée de maquis messalistes, pour constituer un maquis anti-ALN.

Le piège commence à se refermer lorsque le nommé Hachiche s'ouvre à un certain Zaïdat, un épicier très respecté par la population. Celui-ci feint d'accepter l'offre, mais cache ses véritables relations avec le FLN. En militant loyal, il avise son supérieur, Mohamed Yazouren, lequel va rapidement informer Krim Belkacem de la manœuvre. C'est ainsi que d'autres militants sont chargés du recrutement, à travers les régions allant d'Azazga à la Kabylie maritime.

Après l'accord, les faux infiltrés, Zaïdi et ses compagnons, réclament des armes et des fonds. Ce qu'ils ne tardèrent pas à obtenir. Les premières armes (des Garand, des Sten, des fusils de chasse), leur sont livrées avec le camion qui distribue la presse, en plus des munitions et 2 millions de francs. Près de 300 armes de guerre, au total, seront livrée en trois mois. Les fonds s'élèveront à 9 millions par mois. Une aubaine pour les moudjahidine qui en manquaient cruellement.

Retenant la leçon, les services de renseignement français tenteront un autre coup fourré, à partir de 1958, visant à déstabiliser la même Wilaya III, qui sera un énorme « succès » pour l'armée ennemie : il s'agit de la fameuse affaire dite de «la bleuïte», qui a fait des centaines de victimes parmi les combattants de l'ALN.

Adel Fathi

L'ART DE LA CONTRE-INTOXICATION

Par Adel Fathi

Comment se sont déroulées les étapes de mise en œuvre du plan machiavélique monté à Alger, sous la supervision du service du SDCE français ? Quels en sont les principaux acteurs ?

L'histoire retient le nom d'un certain Tahar Hachiche, collaborateur attitré du colonialisme, d'origine kabyle, recruté par un commissaire principal parisien de la DST, lui-même en relation étroite avec le gouverneur général d'Algérie de l'époque, Jacques Soustelle.

Hachiche fut chargé de monter l'opération sur le terrain ; mais était-il seul ? L'opération consiste à mettre sur pied un mouvement secret pro-colonial qui brassera un maximum de villages de cette région charnière de la Révolution.

L'homme de main des services français a commencé son travail à Azazga, bourgade située au cœur de la Kabylie, et dont il est originaire. Là-bas, il prend attache avec un certain Zaïded, ancien militant du MTLD qui tenait un petit restaurant et chez qui Hachiche prenait l'habitude de déjeuner chaque jour. Au cours des discussions qui portaient sur divers sujets, le collaborateur tente d'enrôler, insidieusement et patiemment, son hôte.

D'après des témoignages recoupés, Hachiche entre dans le vif du sujet, en voulant d'abord sonder son compagnon :

- On dit que c'est toujours Krim qui tient ethoura (le maquis) dans la région ?, demande Hachiche.
- C'est ce qu'on raconte, répond laconiquement Zaïded.

Jacques Soustelle à gauche

Tahar Hachiche

- C'est un assassin de femmes et d'enfants !
- C'est triste tout ça.
- Toi, tu es contre ces hors-la-loi ?
- Evidemment. Tout le peuple se plaint.
- (…) Si tu veux, on pourrait organiser quelque chose... Lutter contre eux. Mais d'une manière différente des harkis et des Groupes mobiles. Qu'en penses-t-u ?

A ce moment de la discussion, Zaïded voulant en savoir plus, se met à son tour à entrainer son compagnon de fortune.

– Ce n'est pas à nous de les combattre, lui rétorque-t-il. L'armée a suffisamment de moyens et d'hommes pour venir à bout de ces maquisards.

– Mais l'armée ne connaît pas la région comme toi et moi.

– Et que proposes-tu ? l'interroge Zaided.

Hachiche lui promet de lui expliquer son plan lors d'une prochaine rencontre. De retour à Alger, il fait un rapport optimiste à ses chefs et attend le feu vert. De son côté, Zaïded, qui maintenait des relations étroites, mais très secrètes, avec les chefs du FLN de la région, en parla à Yazourène Mo-

Opération « oiseau bleu »

Said Yazourène

hamed, chef de la zone d'Azazga, lequel se chargea d'en informer illico Krim Belkacem. L'idée du petit restaurateur était d'avertir le nidham pour se préparer à contrer une éventuelle opération d'infiltration des rangs du FLN/ALN dans la région. La réponse de Krim sera une surprise pour tout le monde : «Il faut marcher dans sa combine et essaye d'en savoir plus !»

A son retour à Azazga, Hachiche dévoile son plan à son confident. Il lui assure avoir trouvé des armes et des fonds pour combattre «les hors-la-loi», et lui demande de trouver des hommes engagés. Il s'agirait de recruter quelques dizaines de militants nationalistes au service du colonialisme qui, tout en feignant de poursuivre en apparence leurs activités, adhéreraient à une organisation secrète opérant le soir.

L'idée de jouer à ce jeu inédit n'avait pas au début les faveurs de tous les officiers, dont notamment Mohammedi Saïd, adjoint de Krim Belkacem, qui en redoutait les conséquences. Mais Krim était décidé. A ses hommes, il disait : «Il faut que nous fournissions nous-mêmes aux Français les hommes sûrs dont ils ont besoin !»

Le chef de la Kabylie va alors sélectionner les hommes chargés de noyauter l'Organisation secrète de Hachiche parmi les agents de liaisons (tissals), qui sont considérés comme des militants aguerris et sûrs. Il en désigna une quinzaine, dont les noms et fonctions seront communiqués à Hachiche. Toutes ces données seront ensuite remises au commandement de l'opération à Alger, dont fait partie un certain Ousmer, inspecteur de police d'origine kabyle. Selon certains écrits, cette structure était tenue secrète même de l'état-major général de l'armée coloniale. C'est dire l'extrême sensibilité que revêtait cette affaire pour les services de renseignements qui misaient sur une totale discrétion pour réussir le coup.

Une surveillance très étroite fut appliquée sur les quinze hommes recrutés qui étaient censés jouer le double jeu, et étaient prévenus que le moindre faux pas leur serait fatal.

Dès le lendemain, la première livraison d'armes, d'équipements et d'argent a été reçue, comme promis, au restaurant de Zaïded. Pour éviter les regards, les comploteurs utilisèrent une camionnette distribuant le journal colonialiste l'Écho d'Alger. Des dizaines de fusils flambant neufs de type Garants, des mousquetons, des mitraillettes, en plus d'une grosse liasse d'argent estimée à deux millions en billets de 5 000 francs, étaient mis à la disposition des hommes de la troupe.

Une fois les armes et l'argent distribués aux faux membres de l'organisation secrète, baptisée désormais « Force K », les chefs de la manœuvre attendaient le déploiement de la troupe et des actions sur le terrain. Krim Belkacem s'entend avec les éléments infiltrés pour simuler des embuscades, en prenant soin de tirer en l'air, tout en économisant au maximum les cartouches, lesquelles seront versées automatiquement dans les magasins de l'ALN, tout comme les armes d'ailleurs.

Comme il fallait parfois donner des preuves concrètes de la lutte, dans cette mise en scène, les hommes infiltrés de l'ALN s'en prenaient à des troupes messalistes du MNA, dont les morts étaient présentés comme étant ceux de l'ALN. Et, à chaque fois, ils prenaient soin de choisir des hommes originaires de régions éloignées pour qu'aucun villageois kabyle ne puisse les reconnaître lorsque leurs cadavres seront sur la place du village. C'est dire à quel point l'opération de contre-intoxication supervisée par Krim Belkacem exigeait aussi bien de la discipline qu'un esprit précautionneux à toute épreuve.

Au bout de quelques semaines, plus de six cents hommes ont été armés dans le cadre de l'opération « Oiseau bleu », alors que l'ennemi était encore loin de se rendre compte du pot aux roses.

Adel Fathi

LA MÉSAVENTURE DU CAPITAINE HENTIC

Par Adel Fathi

Avec 1500 hommes équipés d'armes ultramodernes, « l'Organisation secrète » censée combattre les troupes de l'ALN, continue son travail dans la sérénité totale. Le plan fonctionnait tellement bien que cela suscitait des doutes et des interrogations parmi le cercle de dirigeants du FLN informés de l'opération. Ils n'étaient pas nombreux. On sait par exemple que Abane Ramdane et Amar Ouamrane étaient plutôt sceptiques quant à la viabilité de cette contre-manœuvre conçue et mise en œuvre par Krim Belkacem seul. D'ailleurs, d'aucuns trouvaient curieux et, parfois, inadmissible, que la Haute-Kabylie soit épargnée, à cette époque de l'insurrection, par les combats, au moment où la guerre faisait rage dans la région de la Soummam, sous le commandement du vaillant Amirouche.

L'opération se poursuivit sans le moindre dysfonctionnement, puisque, non seulement les autorités français ne se rendaient compte de rien, mais, mieux encore, continuaient à fournir aux faux félons des armes, des munitions et de l'argent, sans compter.

Le petit restaurateur d'Azazga, Zaïded,travaillera désormais en étroite coordination avec un des hommes de confiance de Krim Belkacem : un certain Makhlouf Mohamed, du village Aït-Ouanèche. Chargé du contact direct avec les Français, celui-ci s'occupa de l'acheminement des armes livrées par l'armée coloniale avec un commandant de la zone militaire de Tizi Ouzou qui, à bord de sa voiture, apportera lui-même des armes réclamées et des boîtes de cartouches. Il dépose les colis à la porte même

Commandement de la Wilaya III, à sa tête le colonel Amirouche debout à gauche

Tahar Hachiche

Bellounis

d'une maison isolée d'Aït-Ouanèche où se trouve – comble de l'ironie – Krim Belkacem, chef des «rebelles».

Autre aspect important et délicat de l'opération : le contre-espionnage. Il fallait savoir, par exemple, si l'homme-lige de l'armée coloniale, en l'occurrence Hachiche, ne voudrait pas coordonner avec les messalistes de Bellounis, qui tenaient alors des maquis en Kabylie. Sa réponse réconfortera les hommes de Krim, puisque les messalistes en question travaillaient en liaison avec un autre officier, le commissaire Gonzalès.

Ils ont appris également à travers les confidences de Hachiche que celui-ci, grisé par les « succès » de l'opération et des marques de reconnaissance à son égard en haut-lieu, se prenait pour un seigneur de guerre. A l'instar de Bellounis, il voulait monnayer ses services et rêvait de se rebeller contre ses alliés français pour revendiquer un jour l'indépendance !

En 1956, les choses vont se compliquer pour les deux camps : du côté du FLN, les dirigeants de la Révolution, à l'approche de la tenue du congrès de la Soummam prévu le 20 août, faisaient pression sur Krim pour rassembler ses troupes et lancer les combats tous azimuts à travers toute la Haute-Kabylie. Une décision difficile à prendre dans cette conjoncture où tous les hommes de « l'Organisation secrète » étaient à leurs postes et engagés dans des missions secrètes et périlleuses.

Du côté français, les états-majors français commençaient à avoir

Capitaine Hentic

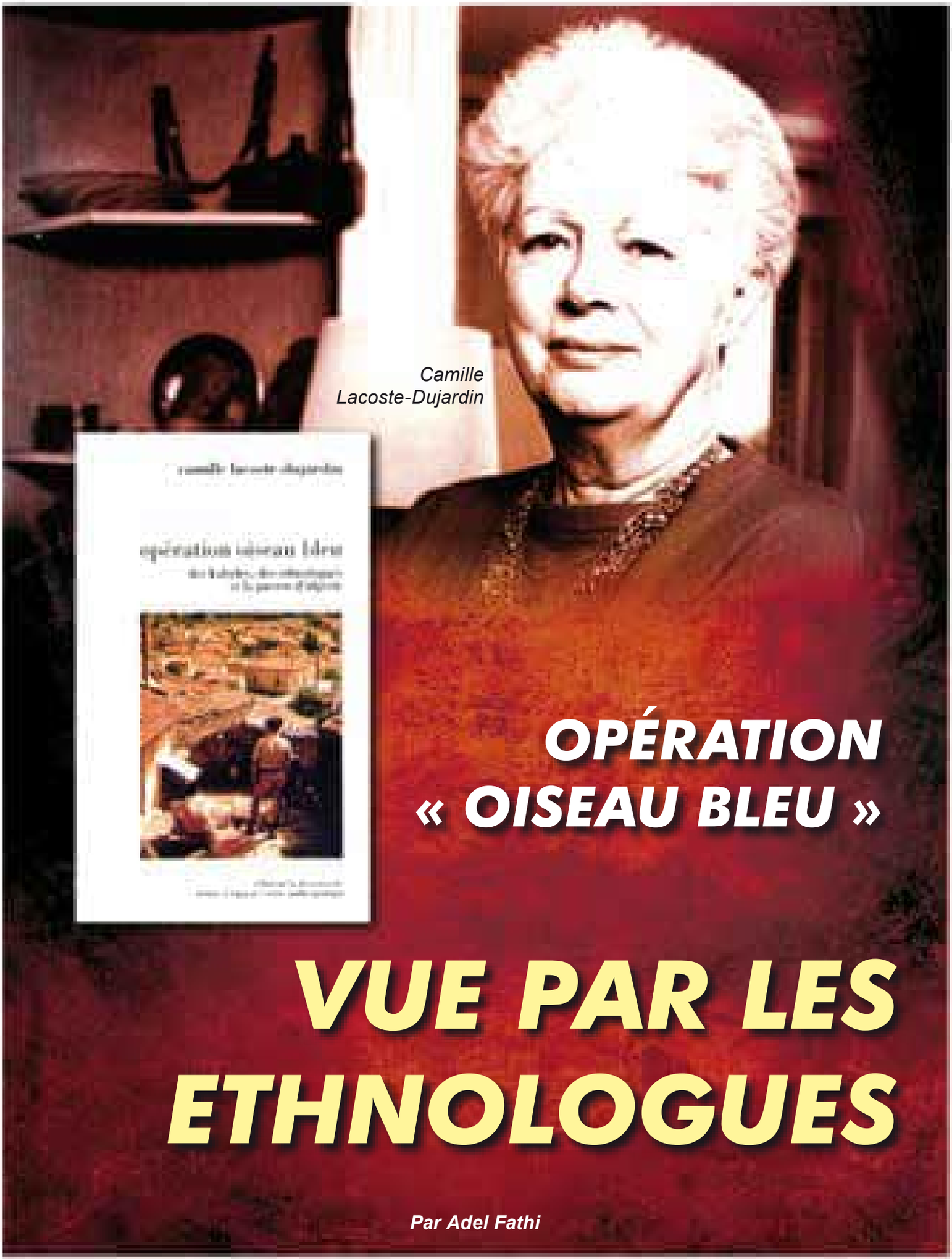
Général Olié

Krim Belkacem et Bentobal

des soupçons sur cette «invincible» force «K». C'est l'éternelle rivalité entre les militaires et les services spéciaux en temps de guerre. Le commandant de la zone opérationnelle de Kabylie, le général Olié, demande alors à contrôler directement «la force K» et désigne un officier des renseignements : le capitaine Hentic, spécialiste du noyautage de maquis en Indochine. Celui-ci supervise les unités et discute avec leurs chefs. Il doute, mais n'aboutit à rien. Il décide alors de multiplier les embuscades, histoire de tester les éléments de la « force K » et de mesurer leur efficacité sur le terrain. A la tête d'un commando (le 11e choc), il arrive dans une zone où les «alliés» de la force K devraient se trouver. Pris par un accrochage avec des moudjahidine, les soldats français contactent les forces K. La réponse jette plus de suspicion : «Oui, disent les Kabyles de Zaïded, il y a une petite bande de fellaghas dans le coin.» Car, il ne s'agit pas d'une petite bande, mais d'un déploiement massif des combattants de l'ALN. Le message de Hentic en dira long : «Sommes accrochés à plusieurs reprises. Région prétendument pacifiée entièrement aux mains des rebelles puissamment armés. On nous tire au FM » Pour les Français, Il n'y avait presque plus de «rebelles» dans la zone, et étaient loin de détenir des FM !

Après deux autres embuscades, même constat. L'alerte est donnée : la région est tenue par l'ALN. Changement de tactique. Fin août 1956 : une nouvelle opération dans la région d'Azazga met aux prises le 151e commando d'infanterie avec des « rebelles », faisant 35 morts dans les rangs de l'armée d'occupation. A la fin de la bataille, le capitaine Hentic trouve des douilles de mousquetons. Encore des doutes, mais les Français ne voulaient pas croire que les « Kabyles infiltrés » aient pu déserter la « force K ». Ce qui encouragera ces derniers à intensifier les embuscades et les pièges qui feront encore au moins une quarantaine de mort dans les rangs de l'armée française. Ils auraient pu réaliser davantage d'exploits et infliger davantage de pertes dans les rangs de l'ennemi ; mais sur ordre de Krim Belkacem, lui-même instruit par les congressistes de la Soummam, tous les hommes de la « force K » regagnèrent les structures originelles de l'ALN. Ils ont tenu à révéler la manœuvre à leur prétendu guide, Hachiche, le vrai félon, avant de le liquider de trois balles dans la poitrine.

Adel Fathi



OPÉRATION « OISEAU BLEU »

VUE PAR LES ETHNOLOGUES

Par Adel Fathi

Plusieurs ouvrages ont été consacrés, côté français, à cet épisode trouble de la guerre de Libération. Si d'aucuns se plaignent des difficultés d'accès aux archives pour en savoir plus sur les manœuvres entreprises par les services spéciaux français pour essayer d'intoxiquer les maquis algériens, du fait de la nature ultrasecrète de l'opération, tous qualifient l'issue d'«échec retentissant» pour les services français. Il est, cependant, curieux de constater que tant d'auteurs se sont intéressés à cette histoire sous l'angle ethnologique. Est-ce parce que tout ce qui a attrait à la Kabylie renvoie nécessairement au particularisme culturel qui marque cette région ? Quel crédit accorder à la thèse selon laquelle les comploteurs, c'est-à-dire les officiers de l'armée coloniale, avaient l'idée de monter la Kabylie contre la révolution et son porte-étendard, le FLN/ALN ?

L'ethnologue, spécialiste de l'Algérie, Camille Lacoste-Dujardin

La célèbre ethnologue, spécialiste de l'Algérie, Camille Lacoste-Dujardin, a publié, en 1997 chez la Découverte, Opération Oiseau bleu ; ouvrage qui tente de donner un éclairage objectif, voire scientifique, sur cette histoire longtemps tenue secrète et, encore à ce jour, méconnue du large public.

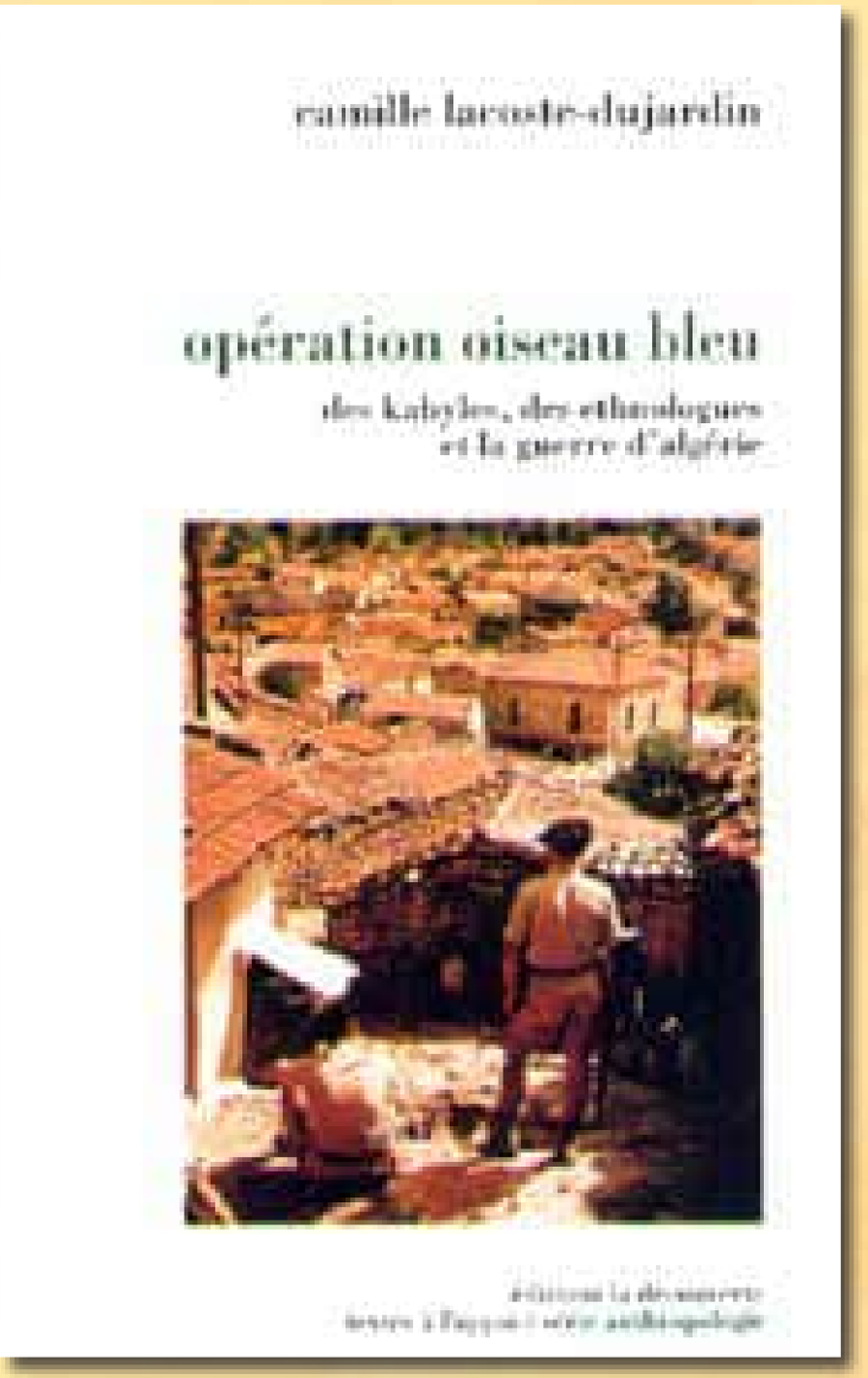
Pour l'auteure, l'opération « Oiseau bleu » est un révélateur des illusions de l'administration coloniale et des stéréotypes véhiculés par certains ethnologues, mais aussi de l'évolution profonde de la société algérienne. Lacoste-Dujardin a mené de longues enquêtes dans la région maritime des Iflissen, et pu consulter des archives de l'armée française (1954-1962), ce qui lui a permis de démêler la complexité de cette affaire et d'en décortiquer les raisons profondes. Elle a procédé à une étude sociologique approfondie de la population d'un certain nombre de villages, avant même la conquête coloniale jusqu'au temps présent, en passant par la guerre d'indépendance, pour essayer de mieux comprendre l'attitude des insurgés dans

cette mystérieuse machination orchestrée par l'armée coloniale, en vue de déstabiliser les maquis de l'ALN dans cette partie d'Algérie.

L'auteure compense, en fait, le manque d'archives françaises par une analyse exubérante de «l'autre camp», où ont été montés les contre-maquis qui ont mis en déroute les généraux de l'armée française.

Lacoste-Dujardin s'appuie, entre autres, sur l'étude laissée par un « expert » délégué par Jacques Soustelle, alors gouverneur général et lui-même ethnologue, nommé Jean Servier. Cette étude porte sur la région des Iflissen Lebher (maritimes), parue en 1966. Dujardin ne se contente pas de démasquer son instigateur, en reconstituant toutes les étapes de l'histoire, mais sort avec une étude plus approfondie de la sociologie de cette région, qui est censée être l'objet d'étude du fameux expert qui aura servi d'appui pour lancer la machine. Dujardin estime, ainsi, que si cette opération a été un fiasco, c'est essentiellement parce que Servier s'est trompé sur Iflissen et que, si l'ethnologie s'est trompée, c'est avant tout parce que l'ethnologie qu'il pratiquait est «une ethnologie à la fois passéiste et immobiliste».

Le portrait que dressait, en effet, Jean Servier des montagnards d'Algérie est, en effet, celui de paysans figés dans des structures traditionnelles, «conservateurs de cultures archaïques, dépositaires d'une sagesse antique, témoins et archivistes d'un passé méditerranée mythique, et gardiens des vestiges d'une sorte de paradis perdu».



En écho à l'analyse de Camille Lacoste-Dujardin, le général et historien Maurice Faivre, auteur notamment d'Un village de harkis (1994), estime qu'il faut recourir aux archives des services spéciaux, obtenus par dérogation, et aux documents de1956, conservés par les acteurs principaux (notamment

Le général historien Maurice Faivre

Jean Servier

Jean Servier, «à condition qu'il veuille bien les communiquer») pour comprendre le montage de cette affaire. Reprenant une synthèse du chercheur et historien Jacques Frémeaux sur cette affaire, il affirme que c'est Soustelle qui, le premier, lança l'idée en disant, dès 1955 : *« Il y a quelque chose à faire sur le plan du berbérisme »*. Puis, son conseiller technique, Henry Paul Eydoux, proposa la création de *« maquis kabyles »*. Une terminologie qui confirme l'optique ethnologiste consubstantielle à la quête coloniale depuis le XIXe.

L'auteur nous livre, ici, des détails précieux sur la genèse de l'affaire :

« Il charge Gaston Pontal, directeur de la DST, de monter l'affaire, qui est habilement manipulé par l'inspecteur Ousmer, proches des terroristes d'Alger», écrit-il d'entrée. Et d'enchainer : «300 armes de guerre sont distribuées dans une dizaine de douars autour des Iflissen, dans la Kabylie maritime, à de faux maquisards qui sont pris en main par le FLN. La DTS se désintéresse alors de l'organisation K, qui est transférée en mai 1956 au Service de documentation de la 10e région militaire, Service de renseignement opérationnel (SRO), mis sur pied par le colonel Parisot. Ce dernier charge le capitaine Hentic, assisté du lieutenant Camous, et disposant de deux sticks du 11e Choc, de suivre l'affaire et de régler la solde des maquisards (9 millions anciens par mois). »

Entre-temps, l'ethnologue Jean Servier qui passa deux ans (1952-1953) à Iflissen, fut rappelé à Alger, et mis en contact avec le capitaine Benedetti du Service de renseignement opérationnel. Deux *« amis kabyles »* lui signalent le noyautage du faux maquis par un commissaire politique nommé Babou Lounès. Selon Maurice Faivre, l'ethnologue colonialiste Servier a mis en garde, entre août et septembre, les généraux Olié et Gouraux à Tizi-Ouzou contre les risques de cette orchestration, mais personne, semble-t-il, n'a voulu l'écouter. En tout cas, trop tard pour eux, parce que, au terme d'une énième embuscade meurtrière, le capitaine Hentic se rend compte que les *« faux maquisards »* *étaient bien des « rebelles »* de l'ALN.

« Le dénouement de l'affaire K constitue un grave échec pour les services de renseignement et pour l'armée française, moins grave sur le plan militaire que sur le plan psychologique », conclut l'officier historien.

Adel Fathi

L'ANALYSE D'UN EX-OFFICIER DE LA WILAYA III

Djoudi Attoumi

Par Adel Fathi

Dans un de ses ouvrages (*) retraçant les différentes étapes de la guerre de Libération en Kabylie, l'officier de la wilaya III Djoudi Attoumi qualifie l'opération dite «Oiseau bleu» de «sale coup» monté par les stratèges français voulant appliquer leur expérience indochinoise dans la contre-guérilla en Algérie.
Si sa version ne diffère pas fondamentalement avec celles données par d'autres acteurs ou historiens sur cet épisode, il n'en fournit pas moins des précisions et des descriptions si enrichissantes pour le débat sur cette question méconnue des nouvelles générations, alors qu'elle constitue un des événements majeurs de la lutte armée algérienne contre le colonialisme, parce qu'elle illustre le génie des dirigeants de la Révolution en matière de stratégie militaire et de contre-espionnage.

Le moudjahid Djoudi Attoumi estime à 1200 le nombre d'éléments du FLN désignés par Krim Belkacem et ses collaborateurs (Mohammedi Saïd et Saïd Yazourène notamment) pour prendre les armes et participer à la contre-manœuvre. D'autres sources évoquent des chiffres inférieurs ou, parfois, supérieurs. Une divergence qui renvoie à la lancinante problématique des statistiques inhérentes à la guerre de Libération. En l'absence d'archives écrites, les auteurs reproduisent souvent des estimations approximatives ou, parfois, subjectives (gonflées ou minimisées à souhait) qui ne reflètent toujours pas la réalité des faits.

Dans son analyse, l'ex-officier de la Wilaya III, témoin des événements ayant marqué cette région d'Algérie, estime que deux éléments caractérisent cette histoire : d'abord la région ciblée était limitée à Azazga, Port-Gueydon (Azeffoun), Tizi-Ouzou et Maatkas. Elle ne touche donc pas toute la Wilaya III, qui s'étend jusqu'aux confins de l'actuelle wilaya de Msila, à l'Est, et aux portes d'Alger à l'Ouest. Deuxième élément : «Les officiers français du secteur concernés ignoraient tout de ce qui s'y tramait». Sur ce point aussi, d'autres sources affirment que le commandant du secteur de

Djoudi Attoumi avec sa mère

Abane Ramdane

Amar Ouamrane

Krim Belkacem

Tizi-Ouzou, le général Olié était bien informé du complot concocté à partir d'Alger, mais seulement il s'y serait opposé. L'auteur poursuit son récit : «Dès février 1956, certains éléments passèrent à l'action pour "prouver leur fidélité". Ils menèrent ainsi quelques actions pour bien montrer qu'ils remplissaient leur mission. En fait, ces actions consistaient à exécuter des traitres que leur désignait le FLN. Il y avait de prétendus accrochages avec les éléments de l'ALN et Ousmer rédigeait de faux rapports. »

Sur l'identité des traitres dont il est question ici, d'autres sources précisent qu'il s'agit des «messalistes du MNA». Concernant Ousmer (l'inspecteur algérien en contact direct avec les Français), les lecteurs sont quelque peu déroutés, puisque le rôle exact de ce personnage semble ambigu : est-il de connivence avec les Français ou jouait-il double jeu ?

Analysant le dénouement du complot, M. Attoumi rapporte que le bachagha Aït Ali de Tigzirt fut à l'origine des doutes en attirant l'attention du gouverneur général Robert Lacoste. «L'affaire demeurera ambiguë jusqu'au congrès de la Soummam où il a été décidé d'ordonner à tous les hommes qui faisaient partie de l'opération de rejoindre en urgence les rangs de l'ALN», écrit l'auteur qui relève que tous les combattants du contre-maquis, baptisé par les Français «Force K», s'y sont soumis, à l'exception du groupe de Maatkas, dont les éléments seront vite désarmés et arrêtés par l'armée coloniale.

Que retient l'ex-officier de cette histoire rocambolesque, en tant que témoin de cette époque ? Il écrit : «Une telle opération, tenue secrète, jusque que dans les maquis, a fait vibrer tous les moudjahidine. Une armée de 1200 hommes dotés tous de fusils de guerre et même de fusils mitrailleurs et chargés de plusieurs milliers de cartouches vint renforcer le potentiel humain et matériel de l'ALN. Le spectacle, à la vue de toutes ces armes et munitions dont rêvait chaque moudjahid, chaque moussebel et chaque civil, était bien vrai ! Des armes toutes neuves, sont bien là ! Et du côté de l'ALN ! Emerveillés, on se mettait à les caresser », témoigne ce moudjahid de la Wilaya III.

Evoquant l'épilogue heureux de cette histoire, sur le même sillage, l'auteur indique que les anciens éléments de l'opération «Oiseau bleu» furent immédiatement intégrés dans les unités combattantes de l'ALN.

Mohamedi Said

Said Yazourene

Chaib Mohamed dit « Bouzal »

« Pendant plusieurs mois, relève-t-il, ils furent affublés du surnom de «ceux de Lacoste». Ils porteront ce sobriquet jusqu'à ce qu'ils soient phagocytés par l'ALN. Plusieurs d'entre eux deviendront des héros et même de bons chefs de guerre, à l'image de l'aspirant Chaib Mohamed dit « Bouzal » (l'Homme d'acier), qui parvient à récupérer une dizaine d'armes et fut blessés à huit reprises », raconte Djoudi Attoumi.

Pour ce moudjahid, la victoire de l'ALN est double : «Du point de vue politique et psychologique, la Wilaya III, et à travers elle la Révolution algérienne, est sortie victorieuse de ce complot. Du point de vue militaire, il faut le rappeler, l'ALN a vu son armement augmenté de 30% par rapport au bilan présenté lors du congrès de la Soummam. » Par contre, ce fut une défaite retentissante pour la France. «Pour autant, l'ennemi n'hésitera pas à fomenter d'autres complots qui, à l'exception de la Bleuïte, connaîtront le même échec», conclut l'auteur.

Adel Fathi

(*) Chroniques des années de guerre en wilaya III. 1956-1962. Tome II. Edition Ry, 2010.

Ali BIBIMOUNE *dit*
« Ali BEZOUICHE »

FIDAI À 14 ANS, LAISSÉ POUR MORT À 17 ANS

Par Leila Boukli

C'est avec simplicité et chaleur que le moudjahid et ancien officier de la Gendarmerie nationale, Ali Bibimoune nous reçoit au seuil de sa demeure, sise à Baraki qu'il a construite de ses propres mains, pierre par pierre, nous dit-il fièrement, à l'indépendance du pays.

Cet enfant des Aurès sera le plus jeune prisonnier de cette guerre d'indépendance. Il restera marqué dans sa chair et son âme, par ce qu'il a vu et enduré. Il garde une mémoire prodigieuse. Il se souvient du nom de chacun de ses compagnons d'armes, de leur histoire, des faits de guerre, du nom de ses tortionnaires… C'était la guerre, inhumaine, atroce, douloureuse, mais plus qu'aux Français, c'est aux harka, ses traitres, que j'en veux. C'est eux qui sans état d'âme, se chargeaient des sales besognes.

Né un 18 janvier 1940 à Arris au sein d'une famille de patriotes de six enfants, Si Ali en est le benjamin. « Je n'ai pas été à l'école, il n'y en avait pas dans le village, mais mon père Si Larbi, épris de savoir, à crée une zaouïa à Thafrent pour l'enseignement du Coran à ses enfants et proches. »

Fidai à 14 ans

C'est par son aîné Ammar, tombé en martyr en 1957, à Khanguet Maache, du nom d'un autre chahid tombé en 1955, qu'à 14 ans, il connaitra les premiers maquisards et la révolution.

Mohamed, son autre frère, est aussi tombé en martyr dans les Aurès en 1961. Quant à son demi-frère Said dit Ed-debah, il prendra le maquis en 1955 toujours dans les Aurès et tombera au champ d'honneur en 1957. Ce fut, de l'avis de tous, un grand maquisard. Le premier refuge des maquisards, poursuit-il, a été notre maison et c'est là par mon frère Ammar que j'ai connu la révolution. Je travaillais en tant que fidai depuis le déclenchement de la révolution jusqu'en 1957. A cette date, je rejoins le maquis et prends les armes. Blessé grièvement par trois fois, celle de 1958 la dernière, a failli m'être fatale.

Nous avons subi un accrochage qui a duré presqu'une semaine en Wilaya 1, zone 2, région 3, dur accrochage à la suite d'une dénonciation de l'un des nôtres, capturé et atrocement torturé. Les pertes de part et d'autre ont été nombreuses. Une trentaine de chouhada. Six d'entre nous, blessés, sont faits prisonniers et emmenés sans soins dans des prisons.

A 17 ans, il est laissé pour mort à l'hôpital de Batna. Il raconte : « Une parente au domicile de laquelle ma maman inquiète du sort réservé à son benjamin s'était réfugiée, se fait passer pour folle et arrive jusqu'au pavillon militaire, d'où elle est chassée sans ménagement. Qu'à cela ne tienne, la famille réussit ainsi à trouver ma trace ».

Depuis sa prison, Ali réussit à envoyer une lettre à un parent – le chahid Ammar Gherz, porté disparu en 1960.Il lui demande de passer le bonjour à Fatouma Ziyania. Qui à part lui pouvait connaitre le patronyme de sa maman ?

Cette fois, la famille comprend qu'il est toujours vivant.

Une année après, soit le 10 octobre 1959, « Ali Bezouiche » est transféré dans le centre de concentration Skar Tir appelé aujourd'hui Skar El Abtal. « Guantanamo n'en est qu'une pale imitation. Nous y avons connu l'enfer ».

Emu, il continue son témoignage, c'est alors qu'il nous montre ses blessures, visiblement non cicatrisées. En ce moment précis, il ne peut cacher les bleus de son âme, meurtrie. « Des vers sortaient de là, faute de soins, assène-il, dans l'indifférence des geôliers auxquels, recherché, j'avais donné une fausse identité. J'ai dit m'appeler Sahraoui et prétendu être né à Biskra. J'ai été interrogé par le sinistre Charles Ailleret, fils adoptif du général de Gaulle. C'est lui qui a fait les essais nucléaires à Tanzrouft, Reggane en 1960. C'est là, souvenez vous, que le pays de l'Etat de droit n'a nullement hésité à enchaîner des prisonniers aux quatre points d'impact de l'explosion, afin de connaitre les effets radioactifs sur les humains. C'est dire l'humanisme de la colonisation civilisatrice sans compter, les effets néfastes sur l'environnement et les populations, dont les Algériens souffrent, aujourd'hui encore.

Avant lui, nous avons eu à faire au général Dule Pierre. Je ne suis pas sûr de l'orthographe du nom et je me souviens parfaitement des sévices subis. J'avais le matricule 1683. 15.000 des nôtres environ ont connu ce sinistre lieu. Nous y sommes restés jusqu'au 25 juin 1962, soit trois mois et cinq jours après le cessez-le-feu. Nous étions à l'époque quelque 200 personnes à avoir rejeté la politique de la France. J'étais dans un tel état que ma mère Fatouma Zerguine, qui ne m'avait pas

1- Moudjir Mohamed (Satarno). 2- un Moudjahid de Skikda. 3- Bibimoune Ali (Sahraoui). 4- Abada Mohamed. 5-Moudjahid de Ouled Tebbane. 6- Moudjahid de Guelma. 7- Souassi Seghir de Ain Abassa.

revu depuis cinq, ne m'avait pas reconnu».

A ce stade de l'entretien visiblement endolori par ces souvenirs douloureux, il fait une pause mais avant rappelle deux citations de Frantz Fanon, alias Ibrahim Omar Fanon, ce psychiatre martiniquais, mort à 36 ans, et l'un des fondateurs de la pensée tiers-mondiste, fortement impliqué dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie et dans un combat international dressant une solidarité entre *« frères »* opprimés.

« La révolution est une mare de sang dans laquelle on doit tous se salir les mains. Tout spectateur est un lâche où un traitre. »

1962, l'indépendance tant attendu

A l'indépendance, le défunt Haouri Boumediene voulait créer un corps de gendarmerie. Il fait appel à des maquisards de l'ensemble du territoire national. Rabah Moghli, ex-officier supérieur de l'aviation française, sera choisi pour en présider la destinée mais un mois après il est destitué et remplacé par Benchérif.

C'est le début de la création du corps de gendarmerie et Ali Bibimoune devient simple gendarme, sous le matricule 1063. Il sera l'un des premiers à être formé à l'Ecole de gendarmerie de Bel Abbès et Oued Sharno (Sidi Hamadouche). Une année plus tard, il est affecté à El Harrach, puis à Constantine, Skar Boghari, Zéralda, Ben Aknoun, les Issers, Blida, Béchar, Tindouf, à l'académie militaire de

Cherchell. Il poursuivra sa formation à l'étranger au Luxembourg, en Pologne, en France et revient à son premier et dernier poste El Harrach. Le 28 septembre 1988, alors qu'il est proposé comme commandant, il est mis à la retraite à sa demande avec le grade de capitaine.

Il se lance dans le commerce, s'occupe de ses dix enfants tous universitaires la plupart dans des branches scientifiques, médecin militaire, vétérinaire, dentiste, architecte ou encore pour la benjamine élève à l'Ecole normale supérieure, devient agriculteur et chouchoute ses 5.000 pieds d'arbres fruitiers qu'il a lui-même avec l'aide de ses proches, plantés dans les Aurès. La région de sa naissance où plusieurs fois dans l'année,il ressent le besoin d'aller se ressourcer.

Aujourd'hui, il s'occupe à écrire ses mémoires. Il a déjà à son actif deux livres écrit en arabe sur la révolution.

« *Témoigner, dire la vérité sur notre glorieuse révolution est un devoir, afin que nul n'ignore le passé douloureux de la patrie. Les Algériens se doivent de mieux connaitre le passé de leurs ainés, pour mieux bâtir leur avenir ! Gloire à nos martyrs !* »

C'est avec ces mots lourds de sens aux oreilles qu'il nous fait visiter le laboratoire vétérinaire de l'un de ses fils et le cabinet dentaire de l'une de ses filles, à l'intérieur de la maison familiale mais séparée par une cour. La science, le savoir c'est l'avenir du pays, son devenir…

Que les nouvelles générations se souviennent que rien n'aurait été possible aujourd'hui sans le sacrifice des enfants de Novembre !

Leila Boukli

Guerre d'Algérie,
6 septembre **1960**

LE MANIFESTE DES 121 DÉNONCE UN COMBAT « CRIMINEL »

Par Hassina Amrouni

Les intellectuels français qui ont publié le manifeste des 121 qui revendiquaient la justice pour le peuple algérien

1960. Alors que plus 400 000 soldats sont maintenus en Algérie, la politique coloniale française arrive dans une véritable impasse.

Les Français d'Algérie et de France multiplient alors les manifestations et contre-manifestations afin d'exprimer leur adhésion ou leur ras-le-bol de cette guerre, les uns réclamant des négociations avec le FLN pour un cessez-le-feu et l'autodétermination du peuple algérien et les autres s'opposant farouchement à cette idée. C'est dans ce contexte – et alors que s'est ouvert la veille le procès du réseau Jeanson – qu'est lancé, le 6 septembre 1960, un appel à la désobéissance militaire et à l'indépendance de l'Algérie, par un groupe d'intellectuels français. Ce sera l'un des plus gros brûlots de l'Histoire du XXe siècle.

Des intellectuels français se positionnent

Par définition, le rôle de l'intellectuel est de s'indigner et de prendre parti car, par ses prises de position, il pèse sur la société dans laquelle il vit. Son jugement éclairé aide ses concitoyens à relever tous les dysfonctionnements de leur temps et leur permet d'évaluer leurs propres décisions.

Durant la guerre d'Algérie, un groupe d'intellectuels français a voulu jouer pleinement son rôle d'éclaireur d'opinion. Aux faux discours politiques, ils ont répondu par un texte cinglant dans lequel, tout en assenant des vérités, ils ont pris une position ferme et surtout courageuse.

Titré *« Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie »*, ce Manifeste proclamé le 6 septembre 1960, porte la signature de 121 intellectuels, universitaires et artistes français parmi lesquels Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, André Breton, Théodore Monod…

Ce texte pensé et rédigé par Dionys Mascolo – ancien membre du Parti communiste français, engagé dans l'aide au FLN – et Maurice Blanchot était destiné à *« informer l'opinion française et internationale du mouvement de contestation contre la guerre d'Algérie »*.

Dénonçant une *« armée qui entretient ce combat criminel et absurde »*, les signataires du Manifeste, tout en appuyant la position de la *« population algérienne opprimée »* qui ne cherche

Déclaration

sur le droit à l'insoumission

dans la guerre d'Algérie

Déclaration et liste des signataires du manifeste 121, publiée le 1er septembre 1960

Suite de la déclaration et liste des signataires du manifeste 121

qu'à être reconnue « comme communauté indépendante », proclament le droit à l'insoumission : *« N'y a-t-il pas des cas où le refus de servir est un devoir sacré, où la "trahison" signifie le respect courageux du vrai ? […] Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français »*, écrivent-ils en substance.

Le texte est évidemment censuré, ce qui, pour ces intellectuels, est une énième violation du pouvoir français, cette fois, contre la liberté d'expression.

Il circule néanmoins de façon officieuse, de main à main et de bouche à oreille. Sans publier le texte, le journal le Monde écrit le 6 septembre : *« 121 écrivains, universitaires et artistes ont signé une pétition sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie »*, reproduisant les trois propositions finales de l'appel. Pendant tout le mois de septembre, le quotidien continue à donner les noms des signataires, informant ainsi le lectorat de l'écho donné à ce texte.

La réaction du pouvoir se fait encore plus abjecte. Les films ou pièces de théâtre des signataires sont interdits ; tandis que sont révoqués ceux qui travaillent pour l'Éducation nationale tels le mathématicien Laurent Schwarz, professeur à l'École polytechnique ou Pierre Vidal-Naquet, assistant d'histoire à la faculté de Caen...

AAAB © Association

Anne Cuérin	Andrée Marty-Capgras	Jacques-François Rolland
Daniel Cuérin	Dionys Mascolo	Alfred Rosmer
Jacques Howlett	François Maspero	Gilbert Rouvier
Edouard Jaguer	André Masson	Claude Roy
Pierre Javelet	Pierre de Massot	Marc Saint-Saëns
Gérard Jarlot	Jean-Jacques Mayoux	Nathalie Sarraute
Robert Jaulin	Jehan Mayoux	Jean-Paul Sartre
Alain Jouffroy	Théodore Monod	Renée Saurel
Pascal Kaeln	Marie Moscovitz	Claude Sautet
Robert Lacoste	Georges Mounin	Jean Schuster
Monique Lange	Maurice Nadeau	Robert Scipion
Claude Lanzmann	Georges Navel	Louis Seguin
Robert Lapoujade	Hélène Parmelin	Geneviève Serreau
Henri Lefebvre	Marcel Péju	Suzanne Siemonet
Gérard Legrand	José Pierre	Jean-Claude Silbermann
Michel Leiris	Agnès Pierron	Claude Simon
Paul Lévy	de Mayrargues	René de Solier
Jérôme Lindon	Edouard Pignon	D. de la Souchère
Eric Losfeld	Bernard Pingaud	Jean Thibaudeau
Robert Louzon	Maurice Pons	Dr. René Tavernier
Olivier de Magny	J.-B. Pontalis	Vercors
Maurice Maurin	Jean Pouillon	J.-P. Vernant
André Mandouze	Denise René	Pierre Vidal-Naquet
Marcel Manneret	Alain Resnais	J.-P. Vigier
Jean Martin	Jean-François Revel	Claude Viseux
Renée Marcel-Martinet	Alain Robbe-Grillet	Yuyo
Jean-Daniel Martinet	Christiane Rochefort	René Zazzo

Depuis sa publication, le 1er septembre 1960, la déclaration ci-dessus a provoqué l'ouverture d'une information contre X.

Jugeant que cette déclaration doit recevoir dans de très brefs délais le plus grand nombre possible de signatures nouvelles, je déclare la contresigner en vue d'une nouvelle publication.

En signant ce texte, j'entends revendiquer avec tous les autres signataires, les responsabilités qu'impliquent sa rédaction, sa publication et sa diffusion, puisque'en tout état de cause, signer un texte, pour un intellectuel, signifie l'avoir écrit et en être, à tous points de vue, responsable.

Cette déclaration n'a pas été conçue comme une pétition publique. Pour diverses raisons, au jour où elle est publiée, elle n'a été soumise qu'à une partie de ceux dont l'accord était recherché.

La liste des signatures reste ouverte, en vue d'une prochaine édition, aux artistes et intellectuels de toute discipline.

Suite et fin de la déclaration du manifeste 121

JEAN-PAUL SARTRE: "Je veux être inculpé dans l'affaire du manifeste des 121

d'inquiétudes que nous suivons les nouvelles sur la répression quotidienne contre la liberté de pensée en France. Aussi les soussignés, artistes, écrivains et autres intellectuels désirent-ils exprimer leur foi absolue au droit d'opposition. Ainsi que plus de deux cents d'entre vous viennent de l'affirmer dans la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », il y a des situations où il ne suffit pas de dire que la résistance aux pouvoirs publics est respectable ; car c'est l'honneur même de ceux qui protestent qui est en jeu. Nous reconnaissons comme vous que ce cas pose un problème de conscience pour chacun, et nous estimons que pour tous ceux qui donnent une valeur à la lutte pour le maintien des institutions démocratiques, cette lutte est aujourd'hui un souci pressant.

Le principe d'opposition est une tradition reconnue dans notre propre pays aussi bien que dans le vôtre. De même que l'un de nos plus grands opposants, Henry David Thoreau, qui protestait contre l'esclavage et la guerre du Mexique qu'il considérait comme impérialiste, nous défendons le droit « de refuser allégeance au

Les intellectuels étrangers se solidarisent

Bien que censurée en France, la déclaration des intellectuels français est largement diffusée à l'étranger. Partout on parle de ce soutien de l'intelligentsia française à la cause légitime du peuple algérien. En Italie, en Allemagne et même aux Etats-Unis, le Manifeste des 121 est relayé, débattu, appuyé.

Les intellectuels américains leur adressent une lettre dans laquelle ils manifestent leur solidarité : « C'est avec beaucoup

"LE REVEIL DE L'INTELLIGENCE FRANÇAISE"

L'AURORE

LES INTELLECTUELS FRANÇAIS à ceux de Sartre : "LES APOLOGISTES DE LA DÉSERTION sont des imposteurs et DES TRAITRES"

7 janvier 1962, attentat au domicile de Sartre à Paris

gouvernement et de lui résister quand dans sa tyrannie et son incapacité sont si grandes qu'elles en deviennent insupportable ».

Nous aussi, nous avons constaté la restriction progressive des libertés et le déclin de toute vie politique, en France et ailleurs. Nous déplorons la censure et la persécution où qu'elles soient pratiquées. Nous vous soutenons dans votre attitude d'opposition, car nous savons que partout les hommes soucieux des droits de conscience sont menacés au même titre. »

Cette lettre est notamment signée par Stanley Kuntz, Robert Lowel, Karl Shapiro, Richard Wilbur, poètes titulaires du Prix Pulitzer ; des romanciers, Norman Mailer et James T. Farrel ; le sociologue C. Wright Mills ; l'historien Lewis Mumford…

Les 121 qualifiés de « traîtres »

Si l'opinion internationale – notamment la classe intellectuelle – se positionne aux côtés des pétitionnaires, dénonçant ainsi l'abominable guerre faite par le pouvoir français au peuple algérien, une certaine classe intellectuelle française à travers un second manifeste, publié le 7 octobre dans les colonnes du Figaro vient fustiger le précédent texte qualifié de « déclarations scandaleuses » et les auteurs qualifiés de « traîtres ».

Quelques jours plus tard, le 11 octobre, c'est au tour du Mouvement national universitaire d'action civique de condamner publiquement « comme un acte formel de trahison le scandaleux manifeste dans lequel 121 personnes appartenant à des milieux réputés « intellectuels » ont entrepris de justifier l'insoumission en Algérie ». Même la presse hexagonale de droite s'y mêle. Cependant, la défense de la cause algérienne semble s'être généralisée au sein de la société française. Un autre appel, lancé en octobre 1960, ira d'ailleurs dans ce sens.

Hassina Amrouni

Sources :
http://lumieresdumonde.over-blog.com/
http://www.fabriquedesens.net/
http://www.liberation.fr/cahier-special/1998/01/12

MANIFESTE DES 121

« Un mouvement très important se développe en France, et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée, au moment où le nouveau tournant de la guerre d'Algérie doit nous conduire à voir, non à oublier, la profondeur de la crise qui s'est ouverte il y a six ans.

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussi édulcorées par ceux-là mêmes qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. Il est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux pouvoirs publics est respectable. Protestation d'hommes atteints dans leur honneur et dans la juste idée qu'ils se font de la vérité, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir, quelle que soit l'issue des événements.

Pour les Algériens, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires, soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais, pour les Français, quelle en est la nature? Ce n'est pas une guerre étrangère. Jamais le territoire de la France n'a été menacé. Il y a plus: elle est menée contre des hommes que l'Etat affecte de considérer comme français, mais qui, eux, luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffirait même pas de dire qu'il s'agit d'une guerre de conquête, guerre impérialiste, accompagnée par surcroît de racisme. Il y a de cela dans toute guerre, et l'équivoque persiste.

En fait, par une décision qui constituait un abus fondamental, l'Etat a d'abord mobilisé des classes entières de citoyens à seule fin d'accomplir ce qu'il désignait lui-même comme une besogne de police contre une population opprimée, laquelle ne s'est révoltée que par un souci de dignité élémentaire, puisqu'elle exige d'être enfin reconnue comme communauté indépendante.

Ni guerre de conquête, ni guerre de « défense nationale, ni guerre civile, la guerre d'Algérie est peu à peu devenue une action propre à l'armée et à une caste qui refusent de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil, se rendant compte de l'effondrement général des empires coloniaux, semble prêt à reconnaître le sens.

C'est, aujourd'hui, principalement la volonté de l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde, et cette armée, par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors de toute légalité, trahissant les fins que l'ensemble du pays lui confie, compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse et avilissante. Faut-il rappeler que, quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français, par suite des exigences d'une telle guerre, est parvenu à restaurer la torture et à en faire à nouveau comme une institution en Europ e?

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme, lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un devoir sacré, où la «trahison signifie le respect courageux du vrai? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens nouveau ?

Le cas de conscience s'est trouvé posé dès le début de la guerre. Celle-ci se prolongeant, il est normal que ce cas de conscience se soit résolu concrètement par des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens. Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide et, à la fin, malgré leur désaveu. Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une résistance est née, par une prise de conscience spontanée, cherchant et inventant des formes d'action et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par inertie ou timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux, à ne pas reconnaître le sens et les exigences véritables.

Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle, considérant qu'eux-mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent: ¬ Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.

Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.

La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.»

Signataires: Arthur Adamov, Robert Antelme, Georges Auclair, Jean Baby, Hélène Balfet, Marc Barbut, Robert Barrat, Simone de Beauvoir, Jean-Louis Bedouin, Marc Begbeider, Robert Benayoun, Maurice Blanchot, Roger Blin, Arsène Bonnafous-Murat, Geneviève Bonnefoi, Raymond Borde, Jean-Louis Bory, Jacques-Laurent Bost, Pierre Boulez, Vincent Bounoure, André Breton, Guy Cabanel, Georges Condominas, Alain Cuny, Dr Jean Dalsace, Jean Czarnecki, Adrien Dax, Hubert Damisch, Bernard Dort, Jean Douassot, Simone Dreyfus, Marguerite Duras, Yves Elleouet, Dominique Eluard, Charles Estienne, Louis-René des Forêts, Dr Théodore Fraenkel, André Frénaud, Jacques Gernet, Louis Gernet, Edouard Glissant, Anne Guérin, Daniel Guérin, Jacques Howlett, Edouard Jaguer, Pierre Jaouen, Gérard Jarlot, Robert Jaulin, Alain Joubert, Henri Krea, Robert Lagarde, Monique Lange, Claude Lanzmann, Robert Lapoujade, Henri Lefebvre, Gérard Legrand, Michel Leiris, Paul Lévy, Jérôme Lindon, Eric Losfeld, Robert Louzon, Olivier de Magny, Florence Malraux, André Mandouze, Maud Mannoni, Jean Martin, Renée Marcel-Martinet, Jean-Daniel Martinet, Andrée Marty-Capgras, Dionys Mascolo, François Maspero, André Masson, Pierre de Massot, Jean-Jacques Mayoux, Jehan Mayoux, Théodore Monod, Marie Moscovici, Georges Mounin, Maurice Nadeau, Georges Navel, Claude Ollier, Hélène Parmelin, José Pierre, Marcel Péju, André Pieyre de Mandiargues, Edouard Pignon, Bernard Pingaud, Maurice Pons, J.-B. Pontalis, Jean Pouillon, Denise René, Alain Resnais, Jean-Francois Revel, Paul Revel, Alain Robbe-Grillet, Christiane Rochefort, Jacques-Francis Rolland, Alfred Rosmer, Gilbert Rouget, Claude Roy, Marc Saint-Saëns, Nathalie Sarraute, Jean-Paul Sartre, Renée Saurel, Claude Sautet, Jean Schuster, Robert Scipion, Louis Seguin, Geneviève Serreau, Simone Signoret, Jean-Claude Silbermann, Claude Simon, René de Solier, D. de La Souchère, Jean Thiercelin, Dr René Tzanck, Vercors, J.-P. Vernant, Pierre Vidal-Naquet, J.-P. Vielfaure, Claude Viseux, Ylipe, René Zazzo.

TAYEB ZITOUNI

MINISTRE DES MOUDJAHIDINES

AU COLLOQUE NATIONAL SUR LA POÉSIE RÉVOLUTIONNAIRE À MOSTAGANEM

« Le legs culturel, repère pour les générations »

Par Hassina Amrouni

La capitale du Dahra a accueilli en cette fin juillet 2016 un colloque national sous le slogan « Les gloires de la Révolution de libération dans le legs oral et les chants populaires algériens ».

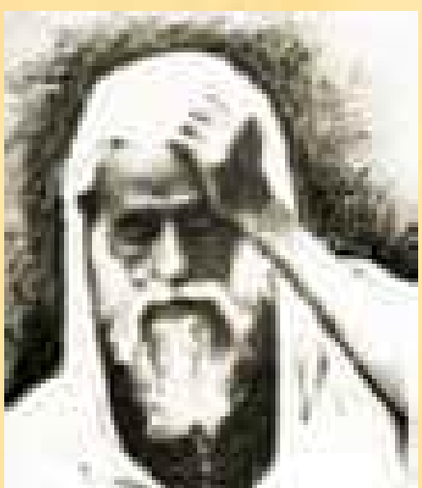
Organisée par l'Association algérienne de littérature populaire en coordination avec le Centre national des études et de la recherche dans le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954, dans le cadre de la célébration du 54e anniversaire de l'indépendance nationale, la manifestation a été rehaussée par la participation d'une quarantaine de poètes, enseignants et chercheurs, venus des quatre coins de l'Algérie qui, à travers déclamations, communications et conférences, ont souligné le rôle prépondérant de la poésie et des chants populaires dans la prise de conscience du peuple algérien durant la guerre de libération nationale.

Intervenant à l'ouverture et à la clôture de ce colloque, Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine, a insisté sur la nécessité de « valoriser le legs culturel et de perpétuer ses hauts faits, ses événements et ses symboles comme repères pour les générations ». Mettant l'accent sur le rôle joué par la qaçida et la poésie orale dans l'éveil des consciences, le ministre a salué l'engagement des poètes populaires qui ont « contribué à la mobilisation des générations, à organiser et à resserrer les rangs pour combattre le colonisateur et à la sensibilisation du peuple pour la solidarité, l'union et la participation aux résistances et à la guerre de libération ». Pour l'intervenant, « le poète populaire a joué un rôle d'informateur et de mobilisateur au sein des masses sachant remonter le moral des moudjahidine ». Et d'ajouter : « Nous avons, aujourd'hui, tant besoin de relancer cette poésie pour promouvoir notre culture et préserver nos acquis, notre histoire et notre mémoire ».

Tayeb Zitouni, Ministre des moudjahidines

Tayeb Zitouni a cité, dans ce sens, plusieurs noms dont Sidi Lakhdar Benkhelouf ainsi que quelques figures de proue du théâtre national qui, à travers des œuvres courageuses, ont réussi à faire passer en filigrane des messages percutants quant à l'urgence de serrer les rangs et de s'unir pour combattre le joug colonial.

Le ministre des Moudjahidine a saisi l'occasion pour souligner la nécessité d'encourager les jeunes


Sidi Lakhdar Benkhelouf

à s'intéresser davantage à notre riche patrimoine oral et a appelé les associations à multiplier ce genre d'initiatives afin de préserver notre mémoire séculaire de l'aliénation et de l'oubli. Tout en insistant sur l'officialisation de ce colloque national, Tayeb Zitouni a fait savoir que jusqu'à ce jour, plus de 15.000 heures de témoignages ont été enregistrées. « Le ministère a récupéré la majorité des archives de l'étranger et l'Etat est déterminé à ramener l'ensemble des archives nationales qui se trouve à l'étranger, notamment en France », a-t-il commenté, ajoutant encore que « ces archives sont une propriété des Algériens, de l'Algérie et de la glorieuse guerre de libération ».

Le ministre a, par ailleurs, annoncé que l'opération de baptisation des rues et des quartiers aux noms des héros, oulémas, grands hommes et amoureux de l'Algérie a été achevée au niveau de 20 wilayas en 2015. Pour le reste, l'opération varie entre 70 et 90%. « Nous ne pouvons pas nier, en tant qu'Algériens, que des Français ont participé à la guerre de libération nationale aux côtés d'autres pays. Plusieurs sont tombés au champ d'honneur pour l'Algérie, nous les considérons comme moudjahidine et martyrs pour la cause algérienne », a-t-il fait remarquer.

Dans le même ordre d'idées, il a fait savoir l'existence de trois dossiers importants, en l'occurrence celui des archives nationales pour lequel des sous-commissions composées de spécialistes ont été créées, celui des disparus durant la guerre où le ministère a recensé comme bilan préliminaire 2.000 disparus sur le territoire national, soit dans des centres de détention ou dans les postes de police, de gendarmerie ou de l'armée française et, enfin, celui des essais nucléaires.

Recommandations du colloque

Avant la clôture de ce colloque national sur la poésie révolutionnaire, les participants ont recommandé de constituer des commissions de wilaya à travers tout le pays pour la collecte et le classement du patrimoine oral sur la résistance populaire et la révolution du 1er novembre. Lesdites commissions auront pour missions de présenter des rapports au ministère des Moudjahidine pour la prise en charge de l'impression et l'édition de la matière collectée et son étude par les spécialistes et les chercheurs, sous la supervision de l'Association algérienne de la littérature populaire, organisatrice de cette rencontre.

A noter que lors de cette rencontre, le ministre a reçu le « bouclier du mérite », décoration attribuée par l'Association algérienne de la poésie populaire, organisatrice de la manifestation.

Visite de travail et importantes déclarations

Poursuivant sa visite de travail dans la wilaya de Mostaganem, le ministre des Moudjahidine a organisé une réception en l'honneur du moudjahid Kella Mohamed dit Abdelaziz et de la veuve du chahid Benroukellah Belhadj, avant de procéder à la baptisation de la maison de jeunes à Sidi Ali, ainsi qu'à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un musée dans la commune de Benabdelmalek Ramdane, puis à l'inauguration du nouveau siège de la direction des moudjahidine et l'inspection du Centre de repos pour les moudjahidine à Ouréah. En marge de cette visite, Tayeb Zitouni a annoncé à la presse la création d'un premier comité de recueil de la poésie « melhoun » en particulier et de chansons glorifiant la Révolution de Libération nationale, les chouhada et les moudjahidine, constitué de professeurs et de spécialistes, d'un second qui se consacrera à l'écriture sur tous les actes de torture et les atrocités perpétrés par le colonisateur français (1830-1962) et d'un troisième qui s'attelle actuellement à l'écriture de l'histoire de la guerre de libération nationale pour les nouvelles générations avec un style simple, ceci, en sus de l'élaboration, par des spécialistes de livres sur la guerre de libération, pour les trois paliers scolaires.

Synthèse Hassina Amrouni
Source : APS

« L'ÉVOCATION DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE DÉRANGE CERTAINES PARTIES »

Dans une déclaration faite à l'APS, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a fait savoir que «l'évocation de la Révolution algérienne et de ses chouhada dérange certaines parties », ajoutant « nous n'accordons aucune importance aux articles de presse ayant assimilé l'attentat de Nice aux opérations fidaies algériennes », faisant référence à un article paru dans un journal français où un écrivain algérien assimile le dernier massacre de Nice aux opérations fidaies lors de la guerre d'Algérie, « l'important est que nous avons un glorieux passé historique et des hommes dont nous sommes fiers. Il n'existe pas de révolution dans le monde semblable à celle de l'Algérie ». Zitouni relèvera : « Nous sommes habitués à ce genre d'articles et, cela signifie que notre Révolution est grande. Certains sont choqués à chaque fois que nous parlons de la Révolution algérienne et des Chouhada d'Algérie. Même l'existence d'un ministère des Moudjahidine choque certaines parties » et de noter encore : « il n'y a pas d'hommes ayant résisté et mené une révolution comme les Algériens et les Algériennes. C'est notre facteur commun, notre destin, notre présent et avenir. C'est ça l'Algérie, pour celui qui veut l'entendre » et d'affirmer enfin que « l'Algérie poursuit son chemin avec ses principes, son histoire, son avenir, ses jeunes et ses cadres ».

Hassina Amrouni

14.000 HEURES DE TÉMOIGNAGES SUR LA GUERRE DE LIBÉRATION COLLECTÉES

Le ministre des moudjahidine, Tayeb Zitouni a fait savoir que, jusqu'à la fin de l'année 2015, l'opération de collecte de témoignages vivants sur la Révolution du 1er novembre 1954 est estimée à 14000 heures. Ce patrimoine mémoriel a été remis à la Télévision algérienne ainsi que 32 supports audiovisuels comprenant des films-documentaires sur la Révolution. Et d'ajouter également que près de 60 livres sur l'histoire de l'Algérie et sa glorieuse Révolution édités et traduits, tandis que 10 millions de livrets sur les chouhada ont été distribués dans les établissements éducatifs.

Toujours dans le but de susciter l'intérêt des jeunes et des moins jeunes à l'histoire de l'Algérie et à sa glorieuse révolution, il a été procédé à la réorganisation des musées pour attirer plus de visiteurs et ce, en prolongeant les heures de travail et en organisant des cycles de conférences.

D'autre part, un accord a été signé avec le ministère de l'Education nationale pour la promotion de l'enseignement de l'histoire, tous cycles confondus, conformément aux dispositions de la Constitution amendée.

Enfin, concernant la création d'une chaine de télévision thématique sur l'histoire, le ministre des moudjahidine a déclaré que « le projet est prêt dans son aspect technique », reste à discuter l'aspect financier avec l'EPTV et les moudjahidine pour trouver des sources de financement.

Hassina Amrouni

COLLOQUE INTERNATIONAL
« JUGURTHA AFFRONTE ROME »
Annaba les 20/21/22 Août 2016

Dr Boudjemâa HAICHOUR.
Chercheur universitaire,
ancien ministre

JUGURTHA, PETIT FILS DE MASSINISSA, L'HÉRITIER DU ROYAUME NUMIDE

YOUGHOUTHA, VAILLANT AGUELLID DE LA NUMIDIE FACE AUX TRAHISONS

YOUGHOUTHA ROI DE CIRTA, CAPITALE DE LA NUMIDIE LIBRE ET UNIFIÉE

Youghourtha est-il le digne continuateur de la vision numidienne dans ses dimensions historiques de Massinissa ? Au-delà de la généalogie qui caractérise la parenté des deux rois numides, le combat pour une Numidie libre et unie a été le cœur palpitant d'une résistance multi séculaire qui a traversé cette terre de l'homme libre.

Face à Rome et à Carthage leur génie a marqué les millénaires contre toutes les convoitises et les invasions étrangères. « L'unité de notre pays est inscrite dans son relief, son climat, son sol, le sang et l'âme de ses enfants ».

Dans cette terre des « Banou Mazigh » comme aime le dire Cheïkh Abdelhamid Benbadis et que Salluste a relevé dans ses écrits « l'indomptable fierté de nos ancêtres, inaccessibles à toute forme de servilité, les Numides ne peuvent être enchaînés ni par la crainte ni par les bienfaits » ? De la longue résistance nationale à celle de la guerre de libération, Youghourtha nous offre telle une fresque d'une épopée glorieuse de cette bravoure légendaire d'un sublime sacrifice.

Je voudrais tout d'abord remercier le Haut Commissariat à l'amazighité de m'avoir adressé l'invitation à assister au Colloque international ayant pour thème : « Jugurtha affronte Rome » auquel je contribue par écrit. En lisant la problématique proposée par Dr Mohamed El Hadi Harech, professeur d'histoire et de civilisation ancienne de l'Université d'Alger 2, j'ai vite été emporté par le thème me rappelant ainsi ma rencontre à Prague dans les années 1970 avec Si Mohamed-Cherif Sahli, que Dieu ait son âme, notre ambassadeur en Tchécoslovaquie de l'époque.

Participant à une rencontre de jeunesse et d'étudiants dans le cadre de l'Union internationale des étudiants et du Bitej dont j'étais vice-président, Si Med Chérif Sahli m'a fait l'honneur de me recevoir. Ce fut un moment fort agréable d'avoir évoqué avec lui en tant qu'homme de lettres et illustre personnalité à travers ses œuvres exaltantes frappées du sceau de notre histoire, berceau ô combien de fois millénaires de civilisations et de nos racines de « Banou Mazigh » comme aime le dire le vénéré cheikh Abdelhamid Ibn Badis.

Le génie propre d'une nation millénaire

C'est ce génie propre d'une Nation qui symbolise le mieux la résistance du peuple algérien contre toute forme d'oppression. C'est son livre « Le Message de Youghourta »qui m'a le plus captivé. Nous avions eu l'opportunité de revisiter notre histoire en suggérant une approche critique de ce que les historiens coloniaux ont écrit. C'est pourquoi le fait d'avoir relu le livre de Salluste « La guerre de Jugurtha » nous révèle une façon de narrer l'histoire en la ramenant à son ego. Et là Salluste voudrait se cacher

derrière le personnage du Roi numide pour régler ses comptes avec la classe des nobles qui l'avait éloigné des centres du pouvoir entravant ainsi ses ambitions politiques.

Est-ce à dire que Salluste n'avait pas décrit les faits de l'histoire tels vécus en cette période de Jugurtha, se contentant de menues informations sans attraits historiques et valeurs patriotique de notre aguellid ? C'est en quoi je voudrais revenir sur les propos que m'avait tenus Si Sahli sur la perversion de notre histoire par les auteurs latins depuis Tite live, Salluste, Polybe, Appien, Camps, Gsell, Saumagne etc.

Jugurtha un stratège de guerre

Revenons sur le personnage de Jugurtha en tant que grand guerrier qui a mené le combat contre les Romains à la fin du IIe siècle avant J.-C dont les visées expansionnistes se faisaient sentir et que nous déroulerons durant cent ans appelées les trois guerres puniques. La période allant de 146 avant J.-C. plus précisément entre 111 et 105 avant J.-C. sera la phase où Jugurtha sera le digne successeur de Massinissa. Mais qui est Jugurtha ? Nous le connaissons à partir du seul texte fourni par Cauis Sallustius Crispus connu sous le nom de « Guerre de Jugurtha ».

C'est cette œuvre maîtresse « Bellum Jugurthinum » qui sera la source de toutes les informations fussent-elles tronquées sur la vie de Jugurtha. C'est Micipsa fils de Massinissa a qui revient le devoir d'accueillir dans son palais Jugurtha orphelin, fils de son frère Mastanabel un helléniste avéré décédé laissant Jugurtha âgé à peine de dix ans.

La fiabilité des sources de Salluste

Ce dernier s'est fait remarquer par son intelligence, sa sportivité sachant lancer le javelot et monter à cheval s'attaquant aux bêtes sauvages. Jugurtha dut quitter Cirta en l'an 134 pour Numance en Espagne, devenant très inquiétant pour Micipsa. Salluste le décrit «comme intrépide dans les combats et sage dans le conseil ». L'auteur de « Guerre de Jugurtha » affirme que Salluste fit sa fortune grâce à César qui le nomma gouverneur dans une des provinces de la Numidie.

Nombreux sont les chercheurs qui s'interrogent sur la véracité des récits concernant Jugurtha pour le court séjour qu'il passa dans ce royaume. A part quelques éléments événementiels, Salluste ne dit mot sur la manière dont Jugurtha gouverne son royaume et de ce fait, raconte quelques aspects de la vie de Jugurtha.

Salluste stigmatisera les nobles et ses compatriotes impliqués surtout dans les scandales de la corruption. Ces derniers organisèrent une cabale qui les amena à lui barrer la route vers ses ambitions politiques. Jugurtha ne s'est jamais laisser corrompre par le luxe. Il gagnera sa notoriété par sa popularité auprès des siens.

Mais Salluste laisse entendre que Jugurtha « s'il veut le trône de la Numidie devra savoir que c'est du peuple romain et non de la complaisance des nobles, qu'il pourrait obtenir la puissance royale … Jugurtha ne s'écarte pas de la ligne que lui trace cette sorte d'investiture officieuse ». « Qu'il se pénètre tout de suite du principe que le peuple romain est bien le maître de disposer du trône de Numidie et ce trône s'offrira comme de lui-même à ses ambitions », note Mounir Benchenaki dans une de ses contributions (« Jugurtha, un roi berbère et sa guerre contre Rome ») en qualifiant le texte de Salluste « de vision démesurée et extrapolée manquant d'objectivité ».

D'ailleurs Scipion Emilien fera devant toute l'armée les éloges de Jugurtha et des troupes numides qui ont envahi Numance en Espagne en lui remettant une lettre pour Micipsa qui dit en substance : «Ton Jugurtha a fait preuve de la plus grande vaillance dans la guerre de Numance. Je suis sûr que tu t'en jouiras… Tu as là un homme digne de toi et de son grand-père Massinissa. »(Bellum Jugurthinum traduit par Charles Saumagne).

Bouchenaki revient sur la personnalité de Jugurtha : « Le jeune prince, déjà auréolé de gloire, fut alors adopté par Micipsa. Les talents militaires du fils de Mastanabal avaient probablement incité le roi à prévoir une répartition des

charges entre ses deux enfants et son neveu comme l'avait fait Massinissa pour partager les charges de son royaume. »

La crise numide au sommet pour la succession

A la mort de Micipsa en 118, ils ne se sont pas mis d'accord. C'est cette crise au sommet pour la succession qui a ouvert les portes aux convoitises des Romains pour conquérir ces provinces d'Afrique et Salluste reste muet sur cette situation. Adherbal, Hiempsal et Jugurtha ne pouvant s'entendre décident de faire le partage du trésor et du royaume. La réunion s'est soldée par l'assassinat par Jugurtha d'Hiempsal à Thirmida.

L'unité de la Numidie face à la discorde familiale

Ce crime familial a eu pour conséquence de diviser les Numides en deux camps, l'un pour Adherbal et l'autre pour Jugurtha soutenu par l'élite militaire. Adherbal se refuge et rejoint Rome en épousant les thèses des Romains faisant selon Salluste de la Numidie la propriété de Rome. Jugurtha fit égorger son frère Adherbal pour l'avoir trahi et ordonna de tuer les quelques Italiens qui suivirent Adherbal. En prenant Cirta, Jugurtha venait alors de reconstituer l'unité du royaume de Numidie et se heurtera désormais à l'hostilité de Rome.

Le Sénat soutenu par les financiers prend fait et cause en désignant le royaume de Numidie comme futur champ de bataille. Mais Jugurtha laissa les Romains pénétrer les terres numides en leur proposant une trêve tout en corrompant les chefs comme le dit Salluste. Jugurtha semble connaître les méandres de la politique romaine et qu'il serait inappropriée de remettre en cause une paix qu'il avait signée avec le consul romain et un prince du Sénat.

L'injonction du petit-fils de Massinissa du nom de Massiva allait créer une querelle entre princes numides surtout après la reddition de Cirta et la mort d'Adherbal. Mais Jugurtha fort de ses amitiés qu'il avait tissées à Rome a su qu'une cabale le visait afin de le destituer du trône de Numidie. Et Salluste de nous révéler l'assassinat de Massiva par Jugurtha avant de quitter Rome.

Mais la guerre reprendra dès 110 avant J.-C. contre les troupes romaines dirigées par le consul Spirius Albinus. Ce dernier appelé à Rome laissa son frère Aulus conduire l'armée romaine qui se rendit en plein hiver pour siéger à Suthul près de Calama (Guelma) où se trouve le trésor de la Numidie et là, Jugurtha l'encercla et réussit à vaincre ses troupes en remportant la victoire sur l'armée romaine.

Jugurtha et l'entreprise cabalistique de Rome

A partir de cette bataille, Jugurtha en prenant sa revanche semble donner la leçon à Rome en lui imposant sa paix. Aulus aura dix jours pour quitter la Numidie.

Salluste revient à la charge en évoquant le personnage de Quintus Caecilius Metellus élu consul pour l'année 109 avant J.-C. chargé de conduire la guerre contre Jugurtha. Il sera accompagné de deux légats Rufus et Marius que Jugurtha connaissait lors du siège de Numance vingt-cinq ans plus tôt. Mais Jugurtha était un fin stratège et avait une expérience militaire hors du commun. C'est là où Salluste semble se perdre dans les dédales de la géographie.

Gsell s'en prend à ses écrits en rappelant les erreurs de Salluste surtout en ramenant les opérations militaires en Tunisie, alors que Cirta se trouve être dans l'actuelle Constantine et non au Kef, et que « Metellus a perdu Cirta dont il s'est emparé en 108 avant J.-C. et qui en 106 n'appartenait plus aux Romains », nous dit Mounir Bouchenaki dans sa contribution (Jugurtha, un roi berbère et sa guerre contre Rome).

Jugurtha en véritable chef militaire a mené la guérilla contre les Romains alors que ces derniers s'employèrent à mener une guerre de terre brûlée. Salluste nous donne une autre impression pour dédouaner Mettelius en le montrant opérer à une capture de

Jugurtha par une trahison de ses proches. C'est Bomilcar qui sera choisi pour le trahir.

Les Romains ont entrepris de tourner son beau-père Bocchus qui finit par convaincre Jugurtha d'une éventuelle tractation pour signer un accord. Par cette trahison, Salluste s'arrête et tout son récit reste muet sur la fin tragique et pathétique de Jugurtha, considéré par les Italiens comme un second Hannibal.

Et c'est Plutarque qui nous a transmis un récit détaillé de l'exécution de Jugurtha le 1er Janvier 104 avant J.-C. en plein triomphe de Marius. Il fut jeté dans des conditions barbares dans les prisons romaines luttant contre la faim jusqu'à mort. C'est dans la prison de Tallianum sur le Forum romain qu'il subira les plus atroces supplices. Ses deux fils finiront en captivité à Vénusua. En fait la prison du roi numide Jugurtha en Italie est décrite et narrée par Saïd Gada dans son article d'El Watan du 27 Novembre 2015 sous le titre « Alger oublie, Rome en profite ». Ce lieu est devenu une destination touristique mondiale.

L'histoire de cette prison remonte au VIIe siècle avant J.-C. C'est dans ce cachot humide que gît Jugurtha qui mourut après six jours de torture, les lobes de ses oreilles lui ont été arrachées et les boucles d'oreilles volées. Dans cet endroit où Jugurtha fut jeté dans cette fosse, n'existe aucune inscription qui fait référence à cet aguellid. Ce dernier qui a combattu les Romains de 111 av. J.-C. à 105 av. J.-C. a été trahi par son beau-père lui qui a montré ses capacités d'un grand chef guerrier et un stratège.

Ce qu'il faut retenir des propos de Micipsa alors qu'il était sur son lit de mort et qu'il traita Jugurtha son fils d'adoption comme l'égal de ses enfants. Dans sa touchante allocution, il ne cessa de leur recommander de vivre en paix et de se prêter mutuellement secours, leur laissant un royaume solidement affermi.

A la mort de Micipsa, la discorde éclatera entre les trois frères Adherbal, Hiempsal et Jugurtha.

Les trois princes n'arrivaient pas à partager les provinces que leur a léguées Micipsa. Adherbal prit les terres confinées entre l'Ampsaga (Oued el Kebir), la Tucca (Zaïne) et le Muthul (Hamise) ; Jugurtha devait régner sur les rives de la Mulucha(Moulouya) jusqu'à celle de l'Ampsaga ; tout le reste des provinces tombait en partage à Hiempsal.

Alors les trois princes se séparent malgré l'accord consenti ensemble. Hiempsal le plus jeune dérogea au protocole numide en offensant Jugurtha. Ce dernier finit par assassiner par trahison Hiempsal à Thermida dans la province de Carthage. Adherbal s'était hâté de prendre contact en envoyant ses émissaires à Rome pour implorer l'assistance du Sénat. Jugurtha savait corrompre les patriciens en or et argent. Salluste dira dans ses écrits que Jugurtha « jouit des bonnes grâces et de la faveur de la noblesse ».

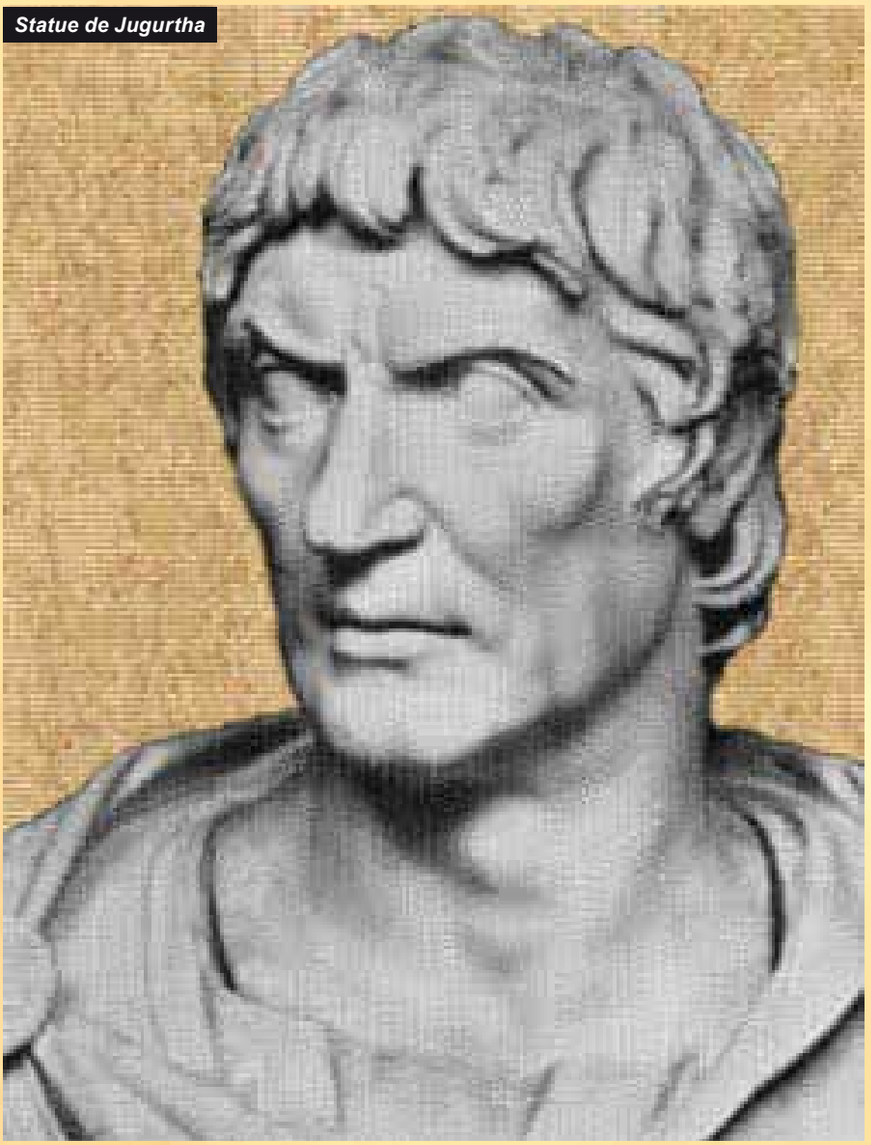
Jugurtha assiège Cirta et se débarrasse d'Adherbal

Malgré la plaidoirie d'Adherbal qui accuse « Jugurtha des crimes notamment l'assassinat de son frère pour qu'il soit puni sévèrement pour son ingratitude envers notre père et les malheurs dont je fus l'objet de sa part », Adherbal sera vaincu une autre fois malgré l'aide des Italiens. Jugurtha assiégea Cirta et prit la ville en livrant Adherbal aux plus grands supplices. Il mourut entre 112 et 113 avant J.-C.

Jugurtha débarrassé d'Adherbal devint seul maître de la Numidie. Il fera assassiné Massiva un fils de Galussa qui fut tenté car poussé pour prendre une part de la Numidie par le consul Spurius Albinus. Il payera de sa vie. C'est ce qui décida une guerre contre Jugurtha conduite par Albinuis et son frère Aulus.

Ce dernier marcha avec quarante mille hommes, nous dit Salluste, dans l'espoir de s'emparer des trésors que Jugurtha avait entassés à Suthul près de Calama(Guelma). Cette ville a été établie géographiquement par M. Dureau de la Malle dans un article paru dans le « Journal des Débats »et rapporté également par M. Hase dans le « Journal des Savants » de 1837.

Jugurtha en fin stratège et rusé finit par se jeter sur le camp romain et l'armée d'Aulus périssait toute entière. Ce fut une humiliation pour les romains. Son frère demanda des renforts pour effacer cette honte et


Statue de Jugurtha

réparer le honteux échec subi par son frère Aulus, Mais n'arriva point au bout de son plan du fait de l'indiscipline des soldats et renoncera à poursuivre cette guerre.

Ce sera Metellus qui lui succéda et rétablit la discipline dans l'armée romaine. Il était estimé par les siens pour être incorruptible. Ainsi dans la partie de la Numidie où se trouvait l'armée de Metellus, il y avait un fleuve nommé Muthul (Hamise et non Seybouse) selon Marcus.

Metellus et la trahison du beau-père de Jugurtha

Il assiégea Zama sans emporter la place car harcelé par Jugurtha puis décampa après plusieurs assauts meurtriers de ses troupes. Metellus décida de jouer la carte de la trahison du beau-père de Jugurtha en lui miroitant qu'au cas où il lui livrerait Jugurtha mort ou vif, il prendrait possession des terres et des biens. Bomilcar se laissa convaincre et parvint à influencer son gendre pour se rendre à Rome pour signer la paix. Metellus lui ordonna de lui livrer sans retard 22 000 pesants d'argent, tous ses éléphants et une quantité de chevaux et d'armes. C'est une véritable abdication, pire une soumission sans conditions.

Jugurtha fut mandé à Tisidium (près de Baja) et qu'on lui ordonna encore de leur remettre ses soldats pieds et poings liés, il refusa de tels ordres et reprit la guerre contre Rome.

Il mènera les combats dans la région de Vacca près de Béja et massacrera tous les soldats romains. Le commandant Titius Silanius échappa et ira voir Metellus en toute hâte qui se vengera avec ses renforts en égorgeant tous les habitants de la belle et opulente ville de Vacca et leurs biens livrés au pillage.

Metellus se vengea de Jugurtha sans le vaincre. La trahison de Bolmicar lui valut d'être exécuté et plusieurs de ses complices pour cette conspiration. Mais Metellus profita pour mettre en déroute les troupes de Jugurtha et sa victoire lui valut la conquête de Cirta(Constantine). Il mit quarante jours pour se rendre au bout du siège de Thala où Jugurtha et ses deux enfants se replièrent.

Alors Jugurtha s'en alla vers les Gétules et amena avec lui Bocchus son beau-père qui régnait dans la Mauritanie Tingitane pour lui prêter main-forte. Les deux rois marchèrent sur Cirta où Metellus

avait déposé le butin fait à Thala et le gros bagage de ses troupes. Il commença par gagner la confiance de Bocchus pour qu'il se détache de Jugurtha par une trahison éventuelle.

Marius qui avait obtenu de Metellus de se rendre à Rome, se ligua avec les tribuns. Il fut élevé au titre de consul et s'embarqua à Utique. En prenant Capsa (Gafsa), Marius se vit entourer de toute la confiance dans l'armée et dans Rome et gagna beaucoup de crédit et de considération. Non loin de la Moulouya qui séparait la Numidie de la Mauritanie, où régnait Bocchus. Il atteignit le sommet de la forteresse où étaient déposés les trésors de Jugurtha.

Marius se rendit maître des trésors de Jugurtha et Sylla nommé questeur de l'armée arriva au camp avec un puissant renfort de cavalerie. Bocchus rejoignit Jugurtha qui malgré ses pertes n'était point abattu.

Les deux rois avaient une redoutable cavalerie avec laquelle ils surveillaient la retraite de l'armée romaine. Aux abords de Cirta, les cavaliers de Jugurtha et Bocchus attaquèrent les Romains par quatre côtés. Mais cela ne put venir à bout des troupes de Marius et de Sylla qui entrèrent à Cirta. Découragé par cette défaite, Bocchus songea à traiter avec les Romains qu'il fit connaître à Marius par l'intermédiaire de Sylla et Aulus Manlius son lieutenant. Il leur promit d'abandonner Jugurtha son gendre. Salluste nous fait part dans son récit de l'odieuse trahison.

Le stratagème de Bocchus et sa lâche trahison

Bocchus après moult manœuvres finit par livrer pieds et poings liés Jugurtha à Sylla qui le remettra à Marius. La trahison de son beau-père soulagea les Romains, peuple et Sénat. Entre la lâche trahison de Boucchos et la traîtrise de Sylla, il n'y avait pas à choisir. Elles se rejoignent et se confondent. Jugurtha a bravé tous les périls et tenu longtemps en échec la formidable puissance de Rome et le talent de ses généraux.

Marius sera décoré pour commander les troupes en Gaule. Jugurtha enchaîné suivit le char du vainqueur et sera livré aux outrages des geôliers. Il mourut dans des conditions atroces dans un cachot de l'humide prison. Malgré la vaillance de Jugurtha demeuré invaincu jusqu'au bout, il aurait souhaité mourir en plein combat, n'eussent été les vils procédés d'un beau-père qui voyait son royaume agrandi mais asservi.

Ainsi se termine l'histoire de cet aguellid et les Romains disposèrent de la Numidie à leur gré. Bocchus comme promis sera récompensé de ses services en obtenant le pays des Massésyliens, contigu à la Mauritanie.

La fin pathétique de Jugurtha et le partage du royaume

Cette province lui a été promise Cette province lui fut promise par Jugurtha s'il venait à trahir les Romains ; il aima mieux la tenir de ces derniers. La Numidie proprement dite, celle des Massyliens fut divisée en trois parties : l'une d'elles fut annexée à la province d'Afrique, formée après la troisième guerre punique du territoire de Carthage. Les deux autres furent données à deux princes de la famille royale de Numidie.

L'un de ces princes était Hiempsal II, nommé par Apien Mandrestal qui était fils de Gulussa et petit-fils de Massinissa : l'autre était Hiarbas ou Hierta, fils de Gauda, frère de Jugurtha. Il paraît que Jugurtha avait forcé Gauda, son frère à se jeter dans le Parti des romains. Car en définitive la maxime du Sénat romain est de diviser pour régner.

Pendant que Marius rivalisait avec Sylla, Hiarbas se joignit à Domitius et détrôna Hiempsal. Il sera vaincu par Pompée qui donna son royaume à Hiempsal de 88 à 81 avant J.-C.Hiarbas fut assiégé. Pompée revint à Utique. César et Pompée se disputèrent à leur tour l'empire du monde en s'appuyant l'un sur la démocratie et l'autre sur l'aristocratie. Hiempsal II offrit à son fils Juba 1er un royaume étendu et florissant.

Après la bataille de Pharsale, les partisans de Pompée se réfugièrent en Afrique auprès de Juba en 48 avant J.-C. Ce dernier périt sur la côte égyptienne d'une mort effroyable. La fin de Juba et des chefs du parti pompéen et la Numidie fut réduite en province romaine.

Jugurtha emprisonné par les Romains

César venu à Zama ordonna le gouvernement à Salluste et le décora du titre de proconsul. Le nom de Numidie ne fut donné par les Frecs aux provinces situées au-delà des Syrtes que dans les temps postérieurs à Hérodote.

Pline, Solin et Strabon indiquèrent que les Numides de leur temps observaient les mêmes coutumes que les Libyens nomades. On peut dire que les Numides sont voisins des Carthaginois et adoptèrent des divinités phéniciennes surtout si on admet qu'ils sont venus de Phénicie. Les Numides parlaient une langue qui leur était propre et un alphabet particulier mais n'est pas loin de la langue phénicienne et les lettres ressemblent à celles de l'alphabet punique. Il est établi qu'il y a des analogies de mots d'origine araméenne.

Pour conclure, faut-il donner la paternité du grand Maghreb à Massinissa et Jugurtha d'avoir lutté pour une Numidie qui s'étend de Tanger au Golfe des Syrtes, d'Alger au Hoggar ? La conférence réunissant les représentants des partis indépendantistes du Maghreb tenue à Tanger en 1958 n'est-elle pas le déclic qui aura permis la création aujourd'hui du Maghreb arabe ? C'est à ce questionnement qu'il faille inscrire le Message de Jugurtha. C'était aussi le rêve de Massinissa que poursuivront des siècles après l'Emir Abdelkader et Hadj Ahmed Bey dans leur résistance anticoloniale couronnée par la Révolution du 1er Novembre 1954 et l'Indépendance nationale.

Dr Boudjemâa HAICHOUR
Chercheur Universitaire- Ancien Ministre

Bibliographie :

1- Mohamed Cherif Sahli : « Le Message de Youghourta » Editions Quipos 2014 Alger.

2- Stéphane Gsell : « Histoire ancienne de l'Afrique du Nord » (8vol... 1913-1929) réimprim.. Osnabrück 1972.

3- Louis Lacroix : « Histoire de la Numidie et des Maurétanies » Dès origines jusqu'à l'invasion vandale. Editions Alger-Livres Alger 2008.

4- Berthier A- Juillet J et Charlier R « Le Bellum Jugurthinum de Salluste et le problème de Cirta » dans Recueil de Constantine t. LXVII, 1950-1951 pp-3-144 .

5- Saumagne Ch « La Numidie et Rome, Massinissa et Jugurtha, Paris 1966.

6- Le Gall : « La mort de Jugurtha »in Revue de Philologie de littérature et d'histoire ancienne t.XVIII 1944pp. 94-100.

7- Salluste Caius Crispus : « Bellum Jugurthinum » trad par G. Walter collection La Pléiade, Paris 1968.

8- Mounir Bouchenaki : « Jugurtha, un roi berbère et sa guerre contre Rome » dans les « Africains » Tome 4 Editions J.A Paris 1977.

9- Camps G et S Chaker : « Jugurtha de la Grande à la Petite Numidie in Encyclopédie berbère, 1926 Edisud Aix en Provence 2004 pp. 3975-3979.

10-Kadra Hadjadj Houaria : « Jugurtha, un berbère contre Rome » Alger Editions Barzakh 2013.

« نوبة السيكة » ياناس ما تعذروني

« YA NAS MA TA'DIROUNI NOUBA SIKA »

Dr Boudjemâa HAICHOUR.
Chercheur universitaire,
ancien ministre

(Ô Gens, ne m'en voulez pas !)

DAR AL GHARNATIA DE KOLEA DANS LA NOUBA SIKA

Invité par Dar Al Gharnatia de Koléa qui présentait pour la première fois devant un public avisé son 9e CD, nous avons eu à apprécier l'orchestre dirigé par le maestro Saoudi Mohamed Chérif composé de jeunes talents filles et garçons, qui dans une parfaite harmonie nous ont envoûté par des voix sublimes en présence des autorités locales où l'ambiance était toute familiale.

Sitôt arrivé à la maison de la culture baptisée au nom du Dr Aroua que j'ai connu à Constantine lorsqu'il était recteur de l'Université islamique Emir Abdelkader, accueilli par Mr Boualam Kherrous et Noureddine Labri, président et vice-président de Dar Al Gharnatia, j'avais eu une pieuse pensée à la mémoire de Si Mahiedine Bellouti, ancien maire de Koléa et un des fondateurs de cette association.

L'orchestre de Koléa, interprétant la Nuba dans un cadre arabesque par le décor de la scène avec sa rythmique comme si on était à l'Alhambra, donne l'alternance des solistes par leurs voix ensorcelantes, comme celles de la lumière et de l'ombre. Un CD offert aux invités pour immortaliser l'événement laisse place à l'exécution de la nouba sika devant l'assistance venue écouter son interprétation par la formation Dar Al Gharnatia sous la direction technique et artistique de Saoudi Mohamed Cherif.

J'en profite pour apporter cette contribution en tant chercheur en patrimoine pour expliquer la teneur de la nouba sika. En fait sur ce registre qui date des Khalifat Ommeyades de Cordoue et de Grenade, on retrouve toute une floraison de poésies et de prosodies exécutées depuis le VIIIe siècle.

Koléa une citadelle d'une médina princière

Evidemment les échanges entre les pays du Mahgreb et l'Andalousie arabe n'ont pas cessé, même si par le temps le mode et la mélodie ont connu des transformations ou altérations. Koléa se trouve être au cœur des premiers andalous venu s'installer dans cette belle contrée par suite de l'inquisition et la persécution des Rois Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique.

تشتق نوبة السيكة من « سيكاه » و هي كلمة فارسية الاصل تدل على معنى المقام الذي درجته غنتان منخفضتان و تصبح سي بيمول ماجور حسب الموسيقى العالمية « *Si bemol majeur* »

Cette Nouba Sika est interprétée par les trois écoles : Tlemcen-Alger et Constantine. La beauté de la poésie andalouse est pour le chercheur, un constant sujet de recherche et d'émerveillement. Une richesse et une diversité remarquables de poèmes et de qacidas qui mettent en exergue un répertoire des plus variés.

La Nouba est fondamentalement un produit littéraire et musical citadin. Elle constitue un patrimoine raffiné qui répond sociologiquement à une société urbaine. Cette musique dite savante révèle toute une érudition dans l'exécution de la mélodie.

Le secret des couleurs, le partage des âmes sensibles, le plaisir des yeux, beauté, lumière, langage des fleurs, les vertus, la Grâce de Dieu, tout est admirable, tout est méditation, tout est désir et les coupes étincelantes sur la peau parfumée de l'amante, rendent les passions plus généreuses.

Complainte et subversion passionnelle

Tout est fascination, la femme vertueuse, la femme mondaine, images, métaphores, la complainte qui avoue le bonheur furtif. Tout s'implique dans un mélange de rêve où le don de soi est plus symbolique que réel. Les désirs et les virtualités font que fascination et déception se projettent dans un univers de subversion passionnelle.

C'est cette Nouba Sika que nous vous présentons dont l'étymologie du mot est Si Kah en langue perse correspondant a Si bémol majeur dans l'échelle de la musique universelle. C'est dans l'Andalousie ancestrale puis au Maghreb arabe que le Mouwachah et le Zajal s'est développé dans un contexte de grande civilisation musulmane.

Le morceau qui incarne le désespoir d'un personnage est le premier mouvement M'cedder *« Ya Nas Mata'adirouni »* que ne prenons uniquement comme extrait pour la traduction, où le poète se laisse aller à une destinée douloureuse et nous renvoie à ses brûlures passionnelles. Est-il soumis au caprice du sort ?

يا ناس ما تعذروني
يا ناس ما تعذروني في ذا الذي حل بيا
رقوا العواذل لحالي مهما نراعي الثرية
بيت
تالله آش دعاني يا ناس نعشق في من لا يواصل
والله ما نقطع اليأس حتى يكون عندي حاصل
حتى نراه يرفع الكأس عن غيظ حاسد و عاذل
طالع
ونقول شربي حلالي يا أهل النفوس الذكية
رقوا العواذل لحالي مهما نراعي الثرية
بيت
طول ليلي نبني ونهدم هيمان في الحب صهران
أشغفت يا مليح بالي وأشعلت في القلب نيران
جفا جفني منامي يا من هو في الحسن سلطان
طالع
هونت روحي ومالي و جميع ما ملكت يديا
رقوا العواذل لحالي مهما نراعي الثرية

Ô Gens, ne m'en voulez pas de ce qui m'est arrivé
A laissé réprimander ceux qui sentent de la peine pour moi.

Malgré la considération à l'égard du lustre bien-aimée
Qui m'a poussé, ô gens d'aimer celle qui me délaissait!
Je jure par Dieu que je ne désespère pas
Jusqu'à obtenir gain de cause.
Jusqu'à la voir prendre le verre
En dépit de ceux qui m'en veulent et me médisent.
Et je dis que ma boisson est savoureuse,
Ô Gens dont la douceur des âmes bien-nées
A laissé réprimander ceux qui sentent de la peine pour moi.
Malgré ma considération envers la bien-aimée…
Ô belle ! Emporte mon esprit
Toi qui as allumé les feux de mon cœur
Mes paupières m'ont éloigné du sommeil
Ô celle dont la puissance de sultane
A affaibli mon âme et ma fortune.
Et tout ce que je possède dans mes mains
A laissé réprimander ceux qui sentent de la peine pour moi.

On voit que dans la substance sémantique de ce poème, une correspondance biunivoque envers la bien-aimée. Il y a une sorte d'illusion. Ce poème dont l'auteur est anonyme est consacré dans les trois écoles par une sublimissime mélodie. Il s'agit d'une narration subtile merveilleusement interprétée par l'école Al Gharnatia dans une spatialité urbaine où des voix en solo riment avec une orchestration raffinée. Il y a là un texte, un contexte et un prétexte. L regret d'être séparé malgré la platitude du poème, laisse apparaître une certaine sincérité sentimentale.

Al-Gharnatia : raffinement musical et voix angéliques

L'aveu d'un désir dans l'état d'âme du poète configure à la fois une tendresse et une souffrance. Dans la Nuba Sika tout est peint par métaphores dans les poèmes plein de frénésie qui la structurent. Tous les mouvements de la Nuba Sika (m'cedder-btayhi-derdj-insraf et khlas) tels interprétés par l'association Dar Al Gharnatia de Koléa :

1- **مصدر سيكة ياناس ماتعذيروني** Ya Nas Mata'dirouni-
2- **بطايحي السيكة زاد الحب وجدي** Zada Al Houb Wajdi-
3- **اشكو الغرام استخبارسيكة** Istikhbar Achkou Algharam wa Anta 'Ani Ghafilou-
4- **درج سيكة ريم نظرتني** Rimoun Nadhratni-
5- **انصراف سيكة لولاك همت وجدا** Lawlaka Hamtou Wajda-
6- **يا ساقي لا تغفل انصراف سيكة** Ya Saki La Taghfal-
7- **دليدلة يفرج ربي** Dlaïdla-Ayfaradj Rabbi-
8- **طوري مسرار** Twiri Masrar-
9- **يا من درى من نعشقه خلاص سيكة** Ya man dra Man Naâchakou-
10- **خلاص سيكة الزهر في الروض قد تبسم** Azahrou Fi Arawdhi Qad Tabassam, décrivent l'état d'âme du poète.

L'interprétation du chanteur transpose l'univers interne en nostalgie, amertume et solitude. Obsédante métaphore transgressant ses propres interdits à la recherche d'un romanesque lorsque l'être humain est fasciné par les sentiments, les émotions, les passions où tout devient symbole, signe revêtant les chansons du cœur.

Nous observons et nous ressentons la différence d'exécution de la Nuba Sika entre l'école de Constantine et celles d'Alger et Tlemcen notamment dans le tempo, l'harmonie. Tout ce goût à la poésie et à la musique a permis une profonde rénovation artistique dans nos trois écoles inspirées pourtant de Grenade, Cordoue et Séville.

C'est sans doute durant la période Almohade que les échanges culturels entre l'Andalousie et le Maghreb arabe se sont développés : Ibn Bajja, Ibn Rochd, Lissan Eddin Ibn Al Khatib etc… ont marqué leur temps au même titre que Zyriab dans la recherche de l'esthétique musicale.

La codification des différents airs donnant à la mélodie une source d'inspiration aux grands compositeurs de la musique universelle. La ville de Koléa comme celle de Cherchell ont gardé jalousement ce patrimoine andalou tout en apportant le sceau dans l'introduction d'artifice (khanat) dans l'exécution de la mélodie.

(*) Dr Boudjemâa HAICHOUR
Chercheur Universitaire, Ancien Ministre

Ksar El Boukhari

Hassina Amrouni

LA CITÉ REBELLE

Située à quelque 60 km au sud du chef-lieu de wilaya, Médéa, et à 150 km au sud d'Alger, Ksar El Boukhari est l'une des portes du sud. Connue pour son ksar, construit sur un mamelon, dominant ainsi les vastes étendues steppiques ceintes par l'Atlas tellien et les Hauts-Plateaux

Ksar El Boukhari doit son nom à son bâtisseur, cheikh Mohamed El-Boukhari qui, vers le Xe siècle, décide d'ériger une citadelle où il ferait bon vivre. Cette construction remonte à l'époque de la fondation par les Sanhadjite de la ville de Achir, dans la Titteri.

Cette période de l'histoire étant très instable, en raison des conflits entre tribus, le ksar à l'instar des autres ksour et villes de l'époque, est construit de manière à être imprenable en cas d'attaque ennemie. Les habitants du ksar y vivaient dans une grande sérénité, d'autant qu'ils avaient à l'intérieur de cette citadelle toutes les commodités pour faciliter leur vie quotidienne, comme cette source abondante d'eau potable qui leur a permis de développer une agriculture locale (blé, orge, légumes, fruits…). Ils pratiquaient aussi l'élevage, assurant ainsi leur autosuffisance alimentaire. Divers métiers artisanaux faisaient aussi la réputation du ksar dans toute la contrée, un ksar qui deviendra, dès lors, un carrefour économique où avaient lieu toutes sortes de transactions marchandes entre les commerçants de la région et même des autres villes du pays.

Au fil du temps, le nombre d'habitants s'agrandit. Le ksar accueille sans cesse de nouveaux arrivants qui viennent

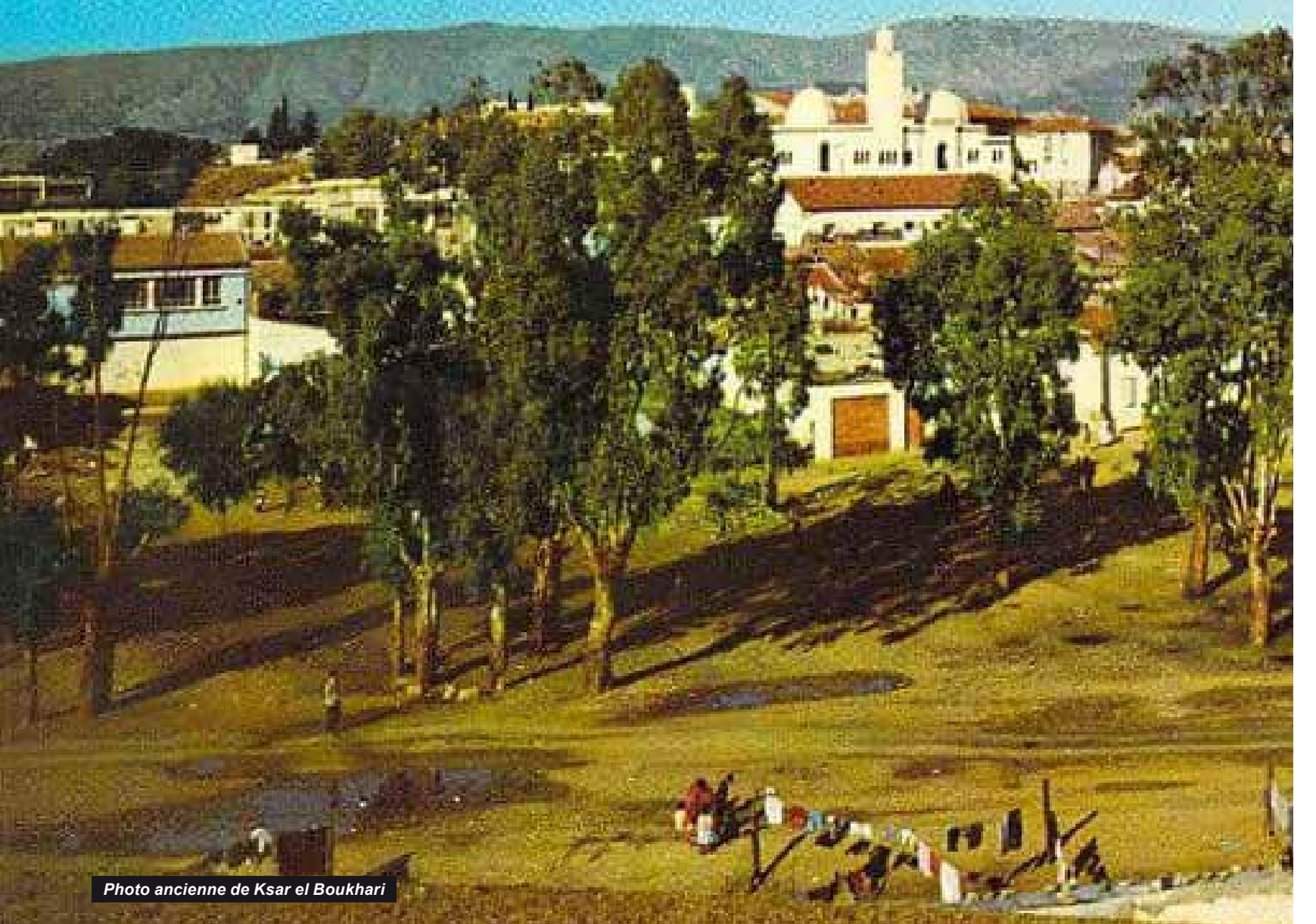


Photo ancienne de Ksar el Boukhari

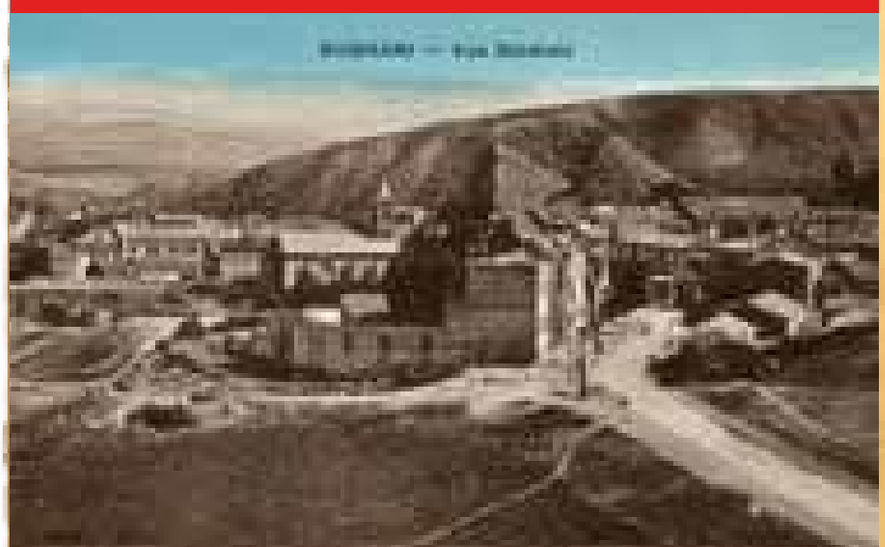
s'établir dans le ksar pour ce qu'il offre comme facilités de vie et comme stabilité sociale et économique. L'un d'eux, un commerçant marocain, du nom de Si Ahmed, y fait construire la première mosquée. D'autres commerçants, venant de la vallée du M'zab s'y établiront aussi, pour les mêmes raisons, idem pour les juifs. Cela donne lieu à un véritable brassage culturel et une diversité cultuelle et l'on voit se multiplier et s'échanger les us et coutumes entre les différentes communautés.

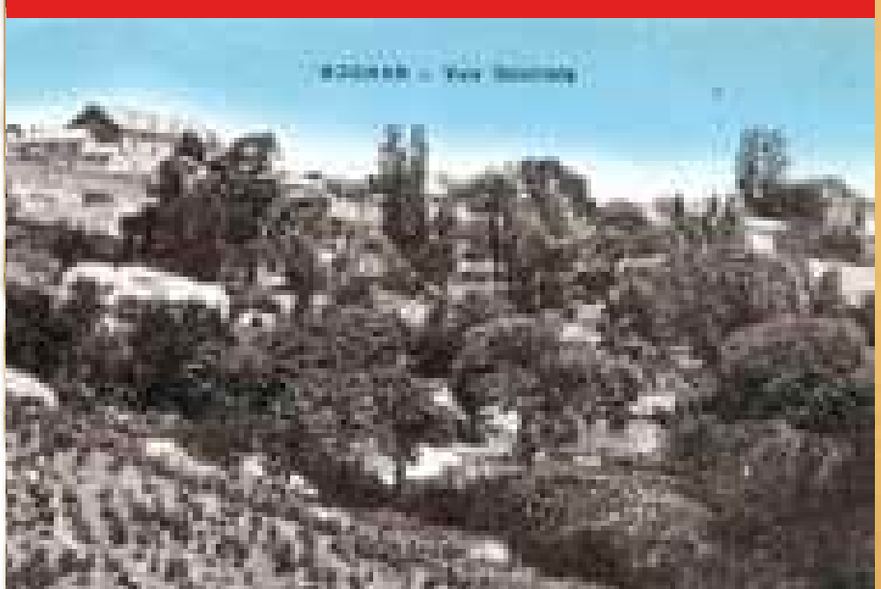
Casbah du Ksar el Boukhari

Le ksar à l'époque ottomane

Dès leur arrivée en Algérie, les Ottomans choisissent de s'établir dans toutes les villes offrant une position stratégique. C'est le cas de Ksar El Boukhari, considérée à juste titre comme la porte du sud car permettant un passage sûr entre le nord et le sud. Aussi, et pour pouvoir assurer leur confort, ils font bâtir plusieurs maisons et résidences à l'intérieur du ksar. Le Vieux Ksar qui, jusque-là, offrait un paysage urbanistique propre aux autres régions du Sahara, se voit peu à peu adopter un autre style architectural dit arabo-turc,

Photo ancienne, la gare





de plus en plus prisé par les habitants qui découvrent ainsi un nouveau style architectural aux touches andalouses et mauresques plaisantes.

Arrivée des Français

Ksar El Boukhari qui avait continué à prospérer et à se développer après l'arrivée des Ottomans, connaît un chamboulement sous l'occupation française.

Le marché et le Ksar

En effet, après l'occupation de Médéa, le Vieux Ksar est lui aussi investi par les troupes coloniales, à partir de 1841. En raison des nombreux atouts qu'offre la région, notamment stratégiques, les Français décident d'installer, dans un premier temps, des cantonnements militaires. Et comme il n'est pas question d'abandonner la conquête, d'autres infrastructures modernes, comme des bâtiments administratifs (mairie, poste, école…) finissent par voir le jour, afin de permettre aux populations européennes de poser leurs bagages dans cette région d'Algérie.

Cette nouvelle ville coloniale est construite, à environ un kilomètre de Ksar El Boukhari qui, désormais, prend le nom de Boghari. Il faut savoir que la construction de cette nouvelle ville coloniale fait suite à un décret signé par Napoléon III en 1856 qui, pourtant hostile à l'implantation de centres français trop éloignés du littoral, autorise la création d'un village français « pour des rai-

La Zaouia

Rue principale

Hotêl et salle des fêtes

sons essentiellement stratégiques et accessoirement commerciales ». Le centre colonial voit donc le jour au pied du ksar, dans la vallée, assez loin du lit de l'oued pour parer à tout risque d'inondation en cas de grosse crue du Chélif.

Etre 1856 et 1870, Ksar El Boukhari est le siège d'un bureau arabe par le biais duquel l'occupant français définissait une nouvelle politique indigène, basée sur le renseignement. La ville vit ainsi au rythme d'une modernisation galopante, notamment après l'arrivée du chemin de fer, au début des années 1900, entraînant la région dans une véritable dynamique économique. Cependant, la population autochtone, ne perd pas de vue son idéal de liberté. En effet, cette vie moderne et facile, ne lui était pas destinée, elle répondait surtout aux besoins des colons français. Les Algériens étaient, eux, maintenus dans une existence misérable et dans un total déni des droits les plus élémentaires, ce qui conduira à l'éclatement de la guerre de libération, le 1er novembre 1954, révolution que rejoindront un très grand nombre de Boukharis.

Hassina Amrouni

Sources :

http://technologie.ahlamontada.com/

**Divers articles de la presse nationale quotidienne*

Guerre de Libération Nationale

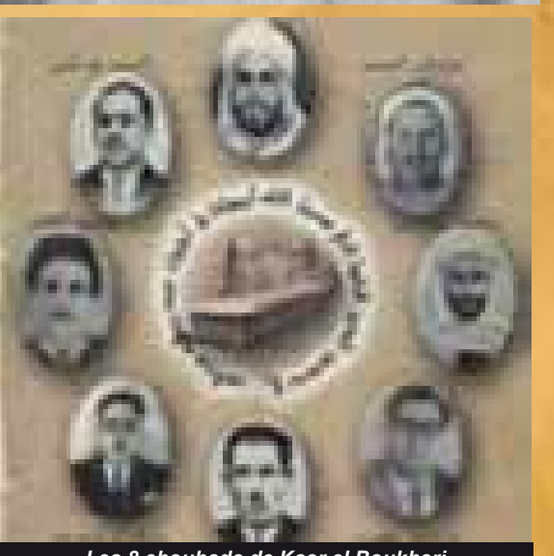
LES HUIT CHOUHADA DE KSAR EL BOUKHARI

Ksar El Boukhari

Si la région compte plusieurs martyrs tués au front, les armes à la main, Ksar El Boukhari se souvient aussi de ces huit chouhada, exécutés par les hommes du criminel Roger Fleury, adjudant de la gendarmerie, tortionnaire et sanguinaire.

Le tortionnaire Roger Fleury

Faisant partie de la première cellule politico-militaire du FLN, l'activité de ces huit militants, en l'occurrence Trabelsi Mohamed, Benameur Yagoub, Benyelles Mohamed Ali, Ould-Turki Benyoucef, Benameur Ahmed, Benkara Djillali, Benameur Yagoub Seghir et Yahiaoui Mokhtar est découverte après la mort de Bekbachi, officier de la Wilaya VI, tué près de Ksar El-Boukhari. En effet, à la disparition de ce dernier, son secrétaire ne parvient pas à brûler tous les documents



Les 8 chouhada de Ksar el Boukhari

Photo ancienne de Ksar el Boukhari, ex Boghari

compromettants, aussi, lors de la fouille, la police coloniale trouve sur l'un d'eux les noms des huit activistes et lance un mandat d'arrêt contre eux. Un mois plus tard, un gendarme répondant au nom de Ficher, ami du sinistre Roger Fleury, est exécuté en plein centre-ville de Ksar El-Boukhari. La gendarmerie ne tarde pas à sévir, réprimant férocement les Boukharis et sollicite l'aide de Roger Fleury pour contrer d'éventuelles actions rebelles.

Le 7 février 1957, les huit militants sont arrêtés et transférés à Médéa pour y être jugés. Mais Fleury les « kidnappe » avant leur arrivée à Berrouaghia.

Un ancien gendarme qui a beaucoup aidé le FLN a rapporté : « A Berrouaghia, Roger Fleury procédera en collaboration avec les militaires et les officiers des renseignements, au détournement et à l'arrestation d'un convoi militaire transportant un groupe d'intellectuels de Ksar El-Boukhari qui devaient être transférés au camp de Lodi à Médéa et ont été enfermés à la prison de la brigade. Mon épouse m'en fit part après les avoir entendus et les avoir reconnus dans la cave. J'ai réussi à les contacter. Je les ai reconnus et leur ai donné à manger à travers la lucarne de la geôle laissée ouverte. Le lendemain, vers cinq heures du matin et à travers mes persiennes, j'ai vu qu'ils étaient transportés enchaînés par les militaires, Roger Fleury en tête, en direction de Mongorno. A son retour, vers 8 heures, Roger Fleury, tout content, parlait dans la cour à haute voix avec les gendarmes français. Il disait que les prisonniers ont été tués, tirés comme des lapins. » Les huit militants ont été exécutés le 9 février 1957, deux jours après leur arrestation.

Le même témoin a confié encore : « De retour au bureau, je remarque sur la table de Roger Fleury des pièces d'identité et des papiers divers. Il n'y avait personne. Une femme voilée s'est présentée à moi et m'a déclaré qu'elle était l'épouse d'un des prisonniers de Ksar El-Boukhari. J'ai pris les papiers tachés de sang du chahid et les lui ai remis. Elle est partie sans rien me dire. »

Un autre témoin, Kouider, frère de Yagoub, Yagoub Seghir et Ahmed Benameur a raconté les derniers mots échangés avec Yagoub : « Le soir où il a été arrêté, je soupais chez lui. Nous avions discuté un peu et il m'a dit : C'est peut-être la dernière fois que nous sommes ensemble. C'est ce qui s'est passé. Je suis parti à la maison et le lendemain, j'ai appris son arrestation, il a été pris à l'école où il enseignait. »

Retour sur l'activité politique des huit militants

Entre 1955-1956, Benameur Yagoub et Yahiaoui Mokhtar se rencontraient à la ferme des Benameur pour discuter des actions à entreprendre et recevoir les ordres de leurs supérieurs.

Kouider Benameur se souvient que le jour de son arrestation, son frère Yagoub « était en compagnie de Yahiaoui Mokhtar et de Trabelsi Mohamed et lui avait dit d'attendre. Il a bourré le châssis de ma voiture d'armes. En cours de route, avant d'arriver à la ferme, il me montre ce que je transportais. Il m'a dit : Je craignais que la peur te gagne. Je lui ai dit : Espèce de traître, il fallait me le dire ! A la ferme, nous avions bu un café et eux ont commencé leur réunion. Bakbachi avait sa liste sur lui. Si cette liste était restée chez son secrétaire, il n'y aurait pas eu d'arrestation. »

Après deux jours passés dans les geôles de la gendarmerie de Ksar El Boukhari, les huit militants sont transférés à Médéa. Arrivés à Mongorno, Roger Fleury se charge de les exécuter. Kouider Benameur apprend la nouvelle et confie : « C'est à Berrouaghia que j'ai appris la nouvelle. Je suis allé pour reconnaître les morts. On avait jeté sur eux de la terre. L'un de mes frères portait des lunettes (il s'agit de Yagoub). »

Trabelsi Abdelmalek a confié pour sa part que « les huit constituaient une organisation politico-militaire, la première de Ksar El-Boukhari, la première liaison dans la région a été établie au début 1956 ». Et d'ajouter que « lors de la grève, la gendarmerie, les indicateurs, la police, Roger Fleury et ses acolytes s'activaient beaucoup. Le chahid Trabelsi Mohamed était fort et à sa mort il avait le cœur arraché. »

C'est dans la commune de Zoubiria, à Mongorno que cet abject crime a été commis. Comme ultime abjection, Roger Fleury fait exposer les huit corps près de Mongorno. La population de Ksar El Boukhari et Berrouaghia observe un deuil général.

Les huit chouhada de Ksar El Boukhari ont été enterrés dans une tombe commune au cimetière de Berroughia. Ils y reposent désormais en paix.

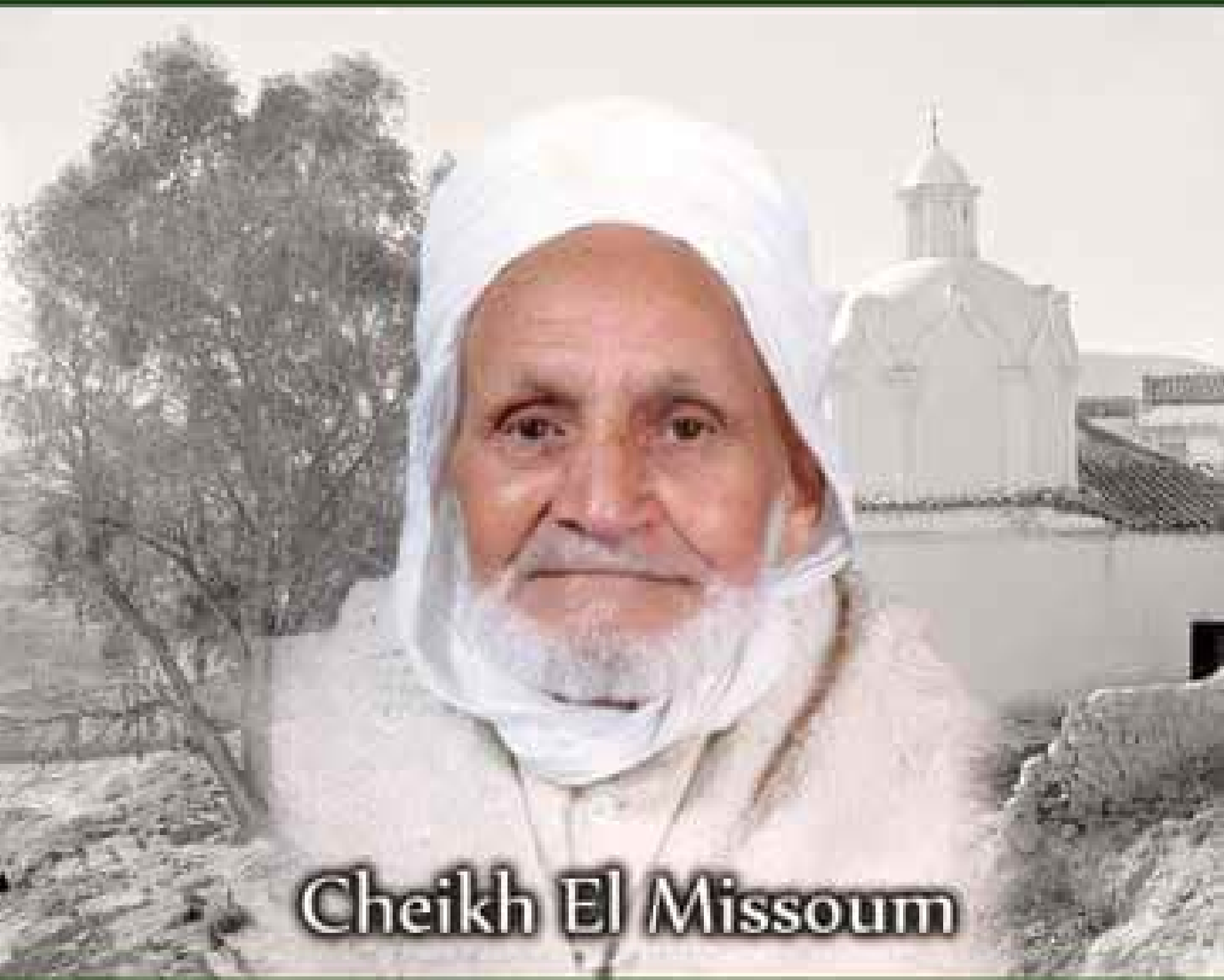
Hassina Amrouni

Source :

sahnounberrouaghia.blogspot.com/

**Articles de presse*

VIE CULTUELLE

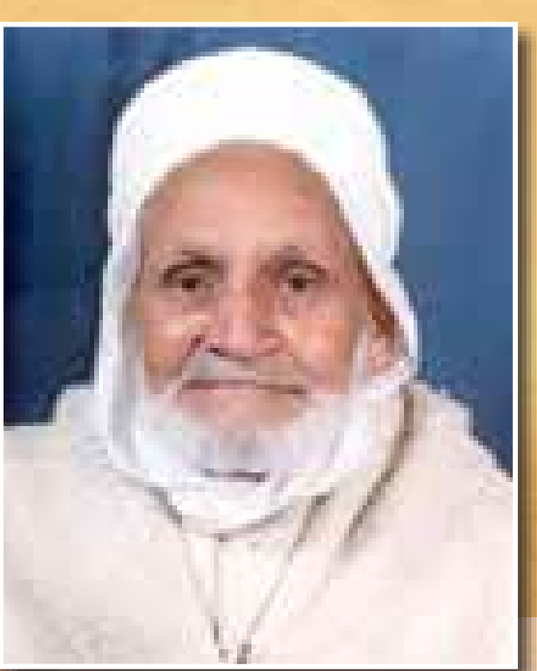


SAINT PATRON DE LA ZAOUIA DE KSAR EL BOUKHARI

Ksar El Boukhari

Selon Sidi Adda Ghoulamou Allah: « Celui qui prend l'affiliation du cheikh El Missoum, c'est comme s'il la recevait du Prophète en personne (QSSSL) » *

Né à Ghrib en 1820, cheikh El Missoum appartient, du côté de sa mère, à l'une des plus nobles familles du Cheliff dont Si El-Hadj Mohamed El-Ahmeur et Moulay El Arabi Ben Attia étaient des personnages célèbres du temps de l´Emir Abdelkader. Quant à son père, Si Mohamed, il descend de cheikh Sidi Abdelaziz, de généalogie idrisside, qui fonde au XVIe siècle le ksar de Charef dans la région de Djelfa.



Ancienne photo du Mausolée du Cheikh el Missoum à Ksar el Boukhari

Très tôt, le jeune garçon est éveillé à la spiritualité. Il étudie le saint Coran mais aussi la grammaire, le droit malékite et la logique sous El Berrichi, avant de rallier le Dahra et le célèbre centre d'études islamiques de Mazouna, où il parfait ses connaissances en théologie, exégèse coranique, quatre rites musulmans et autres matières ésotériques, auprès de professeurs de renom.

Au regard de son intelligence vive et du bagage acquis, il est même invité par ses pairs à enseigner et ce, malgré son jeune âge. Tous les apprenants qui entraient en contact avec cet érudit lui reconnaissaient ses grandes qualités intellectuelles et ses hautes valeurs morales. Plus tard, il sera même considéré comme le grand maître des Chadouliyas.

Quittant Mazouna, il s'établit quelque temps à Tiaret, au sein de la tribu des Ouled Lakred. Durant son séjour, il est reçu par Sidi Adda Ghoulamou Allah, figure emblématique de la Chadouliya. Lorsqu'il quitte la région, il s'installe à Ksar El Boukhari. C'est là qu'il édifie en 1850 sa zaouïa pour y dispenser son savoir.

Outre l'enseignement, la zaouïa accueille également les nécessiteux auxquels sont accordés le gîte et le couvert lors de leur passage dans la ville.

Ksar El Boukhari

De grandes processions de fidèles venaient également, une fois par an, faire une ziara à la zaouïa. A la mort de Sidi Adda Ghoulamou Allah (24 Joumad Thani 1283 de l´Hégire, soit 1866), cheikh El-Moussoum lui succède.

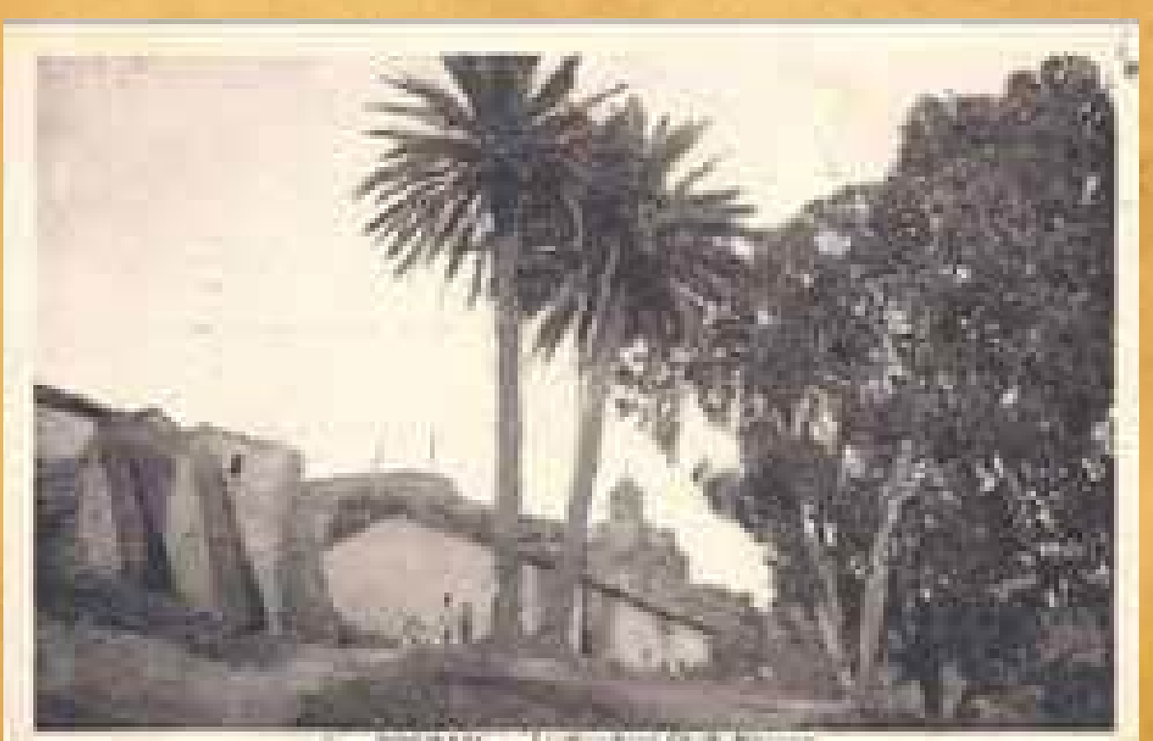
Parallèlement à l´enseignement qu´il dispense à la zaouïa, cheïkh El-Moussoum écrit sur les hadiths, la grammaire, la science des partages successoraux, compose des recueils de poésie mystique et explique à ses élèves le saint Coran.

Il a étudié toutes les doctrines confrériques et combattu celles qui «lui semblaient grossières, encombrées de pratiques inutiles ou réprouvables, plus propres à procurer à leurs adeptes les jouissances de ce monde et la considération publique qu´à élever leur cœur, à policer leur esprit et à faire leur salut». D'ailleurs, dans une lettre envoyée au chef de la confrérie des Rahmaniya, Si Mohammed Belkacem, il lui reproche l'usage des amulettes et les anathèmes qu'il lançait aux fidèles avares d´offrandes. Pour cheikh El Moussoum, «maudire ou récompenser ses créatures était l´œuvre de Dieu seul».

Cheikh Mohamed El-Moussoum décède en 1883. On retiendra cette phrase prononcée par Cheikh Abdelhamid Ibn Badis qui, en se recueillant sur la tombe de Cheikh El-Moussoum, à la zaouïa de Ksar El-Boukhari, avait dit que la vie de ce saint transcende en un sens l'histoire.

Hassina Amrouni

Sources :
A. Missoumi, in « L'expression » (17-10-2001)
(*) A. Joly- Etude sur les Chadoulyas, in www. calameo.fr



PERSONNALITÉS DE
KSAR EL BOUKHARI

HASSAN EL HASSANI,
L'ICÔNE DU 7E ART ALGÉRIEN

Ksar El Boukhari

Figure incontournable de la culture algérienne, Hassan El Hassani a fait rire des générations de téléspectateurs.

De son vrai nom Hassan Bencheikh, celui qui est connu de tous sous le nom de Boubagra – en référence à l'un de ses personnages à la télévision – est né à Ksar El Boukhari le 24 avril 1916.

Après des études primaires effectuées dans sa région natale jusqu'à l'obtention de son certificat d'études primaires, il travaille comme coiffeur de campagne à Ksar El Boukhari puis à Berroughia. Il exerce ensuite divers autres métiers, notamment celui de gérant de la salle de cinéma Rex, avec son frère. En 1940, la troupe de Mahieddine Bachetarzi, de passage à Berrouaghia, sera pour lui, l'occasion de donner suite à ses dons de comédien. En effet, Bachetarzi l'encourage vivement à se lancer dans cette voie et à poursuivre ses rêves. Sa première pièce, Les rêves de Hassan, sort peu après. Mais cette satire sociale, dénonçant le colonialisme lui vaut en mai 1945 un séjour à la prison de Bossuet puis de Barberousse. Dans sa geôle, il monte des sketches qu'il joue pour les prisonniers afin de leur remonter le moral.

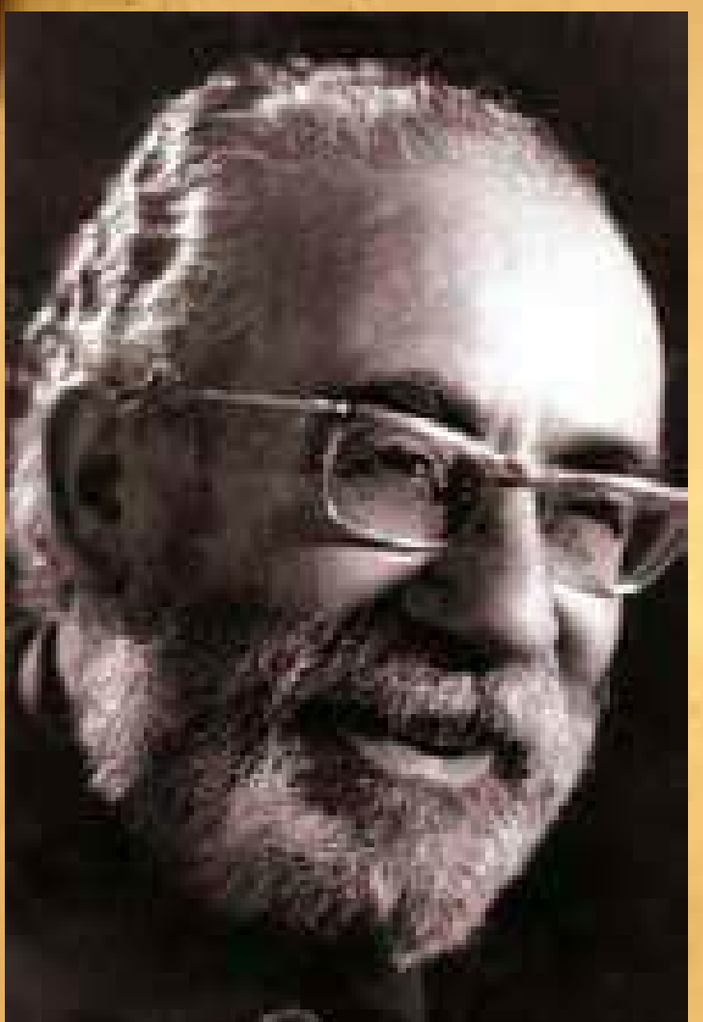
Les débuts de Hassan el Hassani dit Boubegra à la télévision algérienne

A sa sortie de prison, il rallie la capitale plus précisément le quartier de la Casbah où il s'installe. Reprenant son métier de coiffeur pour pouvoir subvenir à ses besoins, il s'adonne en parallèle à sa passion : le théâtre. Il crée le personnage N'înaâ, dans la pièce El Houria, devenue en 1950 Le complot puis Ti goule ou ti goule pas. En 1953, il est engagé à la télévision où il joue, sous la direction de Mustapha Badie dans la pièce La poursuite.

Au déclenchement de la guerre de libération nationale, il met sa carrière entre parenthèses et rejoint les rangs de l'ALN. Quelques années après l'indépendance, il rejoint la troupe du Théâtre national algérien, où il délaisse son personnage N'înaâ, au profit d'un autre qui fera toute sa gloire et sa notoriété : Boubagra. Un paysan naïf qui, en débarquant à Alger, se retrouve perdu face à toutes ces mutations socio-économiques. Hassan El Hassani crée ensuite la troupe théâtre des Quatre-Saisons, qui sillonnera pendant une décennie toutes les régions du pays. Mais lorsqu'il est élu député à l'Assemblée populaire nationale en 1976, la troupe est dissoute.

Au cinéma, Hassan El Hassani campera plusieurs rôles, dans des films algériens de référence comme Le Vent des Aurès (1966) et Hassan Terro (1968) de Mohammed Lakhdar-Hamina, Z (1969) de Costa Gavras, Les Aveux les plus doux (1971) d'Edouard Molinaro, Sanaoud (1972) de Mohamed Slim Riad, Les Vacances de l'inspecteur Tahar (1973) de Moussa Haddad, Chronique des années de braise (1975) de Mohammed Lakhdar-Hamina, Les Déracinés (1976) de Lamine Merbah, Une femme pour mon fils (1982) d'Ali Ghanem, Les Folles années du twist (1983) de Mahmoud Zemmouri, Les portes du silence (1987) d'Amar Laskri...

Ksar El Boukhari



Gravement malade, il décède le vendredi 25 septembre 1987, à l'âge de 74 ans. Il repose au cimetière de Sidi M'hamed de Bouzaréah.

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.okbob.net/
**** Articles de la presse quotidienne nationale***

Scène d'un film de Hassan el Hassani

CONSULTEZ LE HORS-SÉRIE SPÉCIAL TRANSPORT ÉDITÉ PAR ELDJAZAIRCOM

www.eldjazaircom.dz